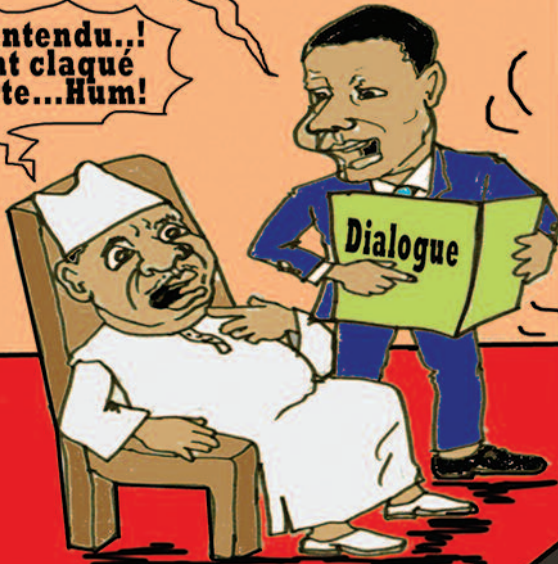


Je viens d'ordonner le lancement officiel du «Dialogue»..!

T'as entendu..! Ils ont claqué la porte...Hum!



Mouff! avec cette maladresse, ils viennent de tuer l'espoir d'un véritable dialogue national inclusif..!



Baffa

Dialogue National Inclusif : Retrait définitif du FSD



Drame de Niono : Le commissaire Issiaka Tounkara conduit à sa dernière demeure



Les amis de SBM soutiennent Bakary Togola : "C'est un faux débat, cet argent n'appartient pas à l'Etat..."

**MOBICASH
SOMAGEP SA**



**SOCIETE MALIENNE DE GESTION
DE L'EAU POTABLE - S.A.**



SPRIT

**Payez vos factures SOMAGEP SA ou
celles de vos proches avec Mobicash.
Composez *166# option 6 puis 4.**

*Les frais varient de 100 F à 250 FCFA selon le montant de la facture.

| | | |
|------------------------------|--|--|
| Une | Dialogue National Inclusif : Retrait définitif du FSD | P.4 |
| Brèves | <p>Communiqué du gouvernement sur l'évolution de la situation à Niono</p> <p>Suite à la plainte de dénonciation par la Plate-forme anticorruption PCC :</p> <p>Le président du Conseil régional de Kayes appréhendé</p> <p>Communiqué du Pr Clément Dembélé, président de la Plate-forme de lutte contre la corruption et le chômage</p> <p>Mali/Défense/Corruption : L'Etat doit 25 milliards de FCFA à Guo-Star</p> <p>Lutte contre l'insécurité : La Garde nationale et ses missions clandestines</p> <p>Prise d'armes à Kati</p> <p>SATOM-MALI : Le géant français du BTP dans de très mauvaises mains 12</p> | <p>P.9</p> <p>P.9</p> <p>P.10</p> <p>P.10</p> <p>P.10</p> <p>P.11</p> <p>P.12</p> |
| Actualité | <p>Drame de Niono : Le commissaire Issiaka Tounkara conduit à sa dernière demeure</p> <p>Mission du CSDM à Nouakchott : Un accueil en grande pompe des maliens de Mauritanie</p> <p>Lutte contre la migration irrégulière : Les femmes de la presse sensibilisent</p> <p>Les amis de SBM soutiennent Bakary Togola : "C'est un faux débat, cet argent n'appartient pas à l'Etat..."</p> <p>Appel à témoin : Me Alassane Diop sur la lutte contre la corruption</p> <p>Mort du Commissaire de Niono : Les policiers exigent la démission du ministre de la Sécurité intérieure, Salif Traoré, et Directeur général de la Police Nationale</p> | <p>P.14</p> <p>P.16</p> <p>P.17</p> <p>P.18</p> <p>P.19</p> <p>P.21</p> |
| Politique | <p>Crise malienne : Le coup de semonce des pays voisins</p> <p>Termes de références du dialogue politique inclusif : Les réserves de la plateforme Anw Ko Mali Dron</p> <p>Commémoration de la fête de l'indépendance du Mali : Cérémonie des festivités à la place d'armes du 20 janvier au Camp Soundiata Keita</p> | <p>P.23</p> <p>P.25</p> <p>P.26</p> |
| Culture & société | <p>Devoir de mémoire : Discours de la proclamation de l'indépendance du Mali, prononcé par le président Modibo Kéita, le jeudi 22 septembre 1960, au Lycée technique de Bamako.</p> <p>Nuit du Mali à Paris : Iba One se fâche et annule sa prestation</p> | <p>P.28</p> <p>P.29</p> |
| Humour | HUMEUR : Qui se fout donc de la gueule de qui ? | P.30 |
| International | <p>2ème Guerre mondiale : Le pire avion de la Seconde Guerre mondiale dévoilé par un magazine américain</p> <p>Côte d'Ivoire : Les Forces spéciales reviennent à la charge et s'attaquent aux policiers</p> <p>Difficultés de recouvrement : Les 30 milliards de la DER en passe de finir en fumée</p> | <p>P.31</p> <p>P.31</p> <p>P.32</p> |
| Sport | <p>Real Madrid : Les trois noms évoqués pour un remplacement éventuel de Zidane</p> <p>Mondial 2022 : Fousseyni Diawara estime que la qualification du Mali est légitime</p> | <p>P.33</p> <p>P.34</p> |

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Souleymane Mary Diarra (Stagiaire), Moctar Sow
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : Rita Tessougué

P.10

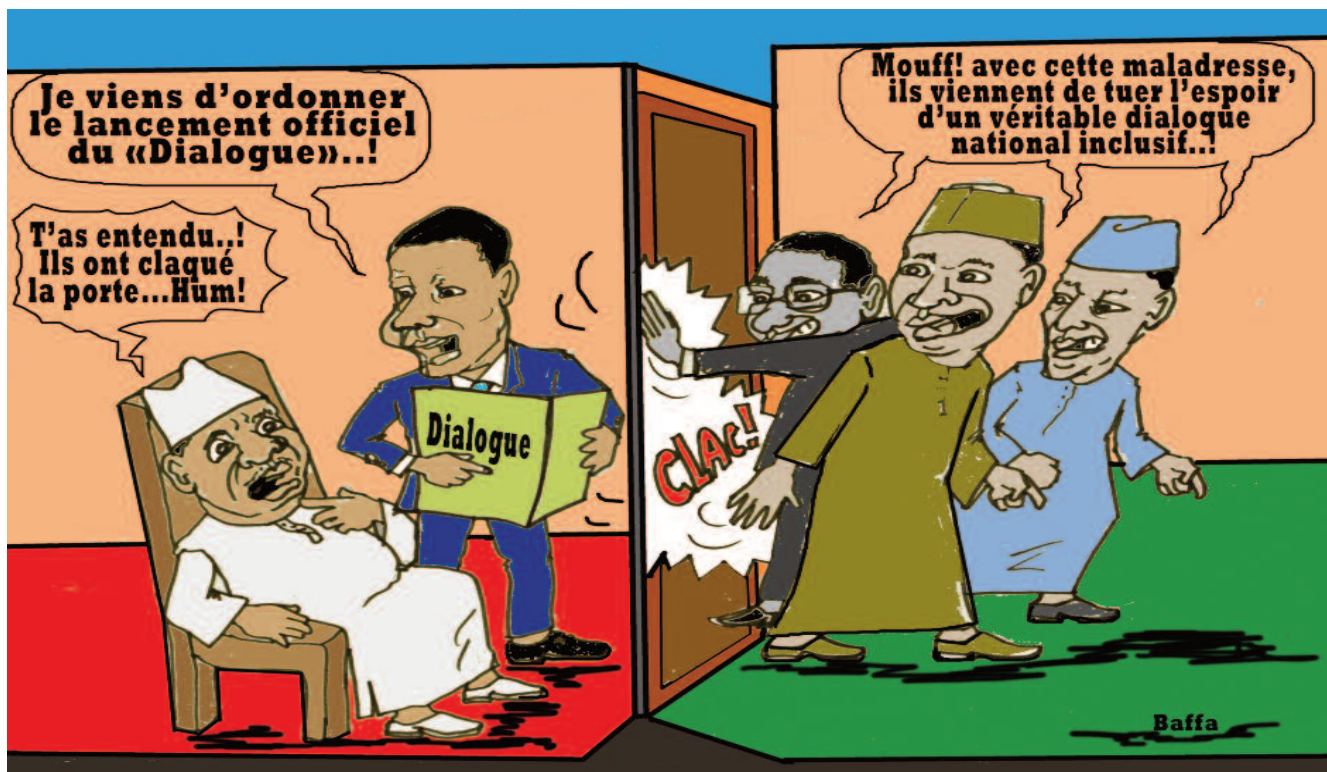


P.17



P.25





Dialogue National Inclusif : Retrait définitif du FSD

Dans une lettre datée du 11 septembre 2019 adressée au Président du Comité national d'organisation et aux facilitateurs du « Dialogue politique inclusif », le Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD), première composante de l'opposition au Mali, rappelait tous les efforts qu'il avait consenti afin que le débat projeté entre maliens soit couronné de succès.

Le FSD soutenait que le Président IBK et son gouvernement avait à plusieurs reprises violé les engagements pris notamment, écrivait-il dans « **dans les conditions unilatérales de nomination des membres du Comité de pilotage et de la Commission d'organisation en totale violation de ce qui avait été discuté et convenu entre le Président de la république et le Chef de file de l'Opposition politique.** », en « **en la fixation péremptoire d'une date limite de tenue des législatives en violation des engagements souscrits par écrit dans l'Accord Politique de Gouvernance** » et enfin « **à travers l'adoption au forceps par l'Assemblée nationale d'une loi dite d'entente nationale en violation des engagements portant sur l'exa-**

men préalable de l'Accord pour la Paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ».

Pour l'opposition, ces agissements sapient la confiance, qui est le fondement de l'exercice envisagé.

Pour autant, le FSD acceptait de participer à l'atelier de validation des Termes de référence du « Dialogue Politique National » mais à certaines conditions dont la prise en compte « assurera sans aucun doute le plein succès du dialogue envisagé et l'atteinte des objectifs fixés » Et le FSD d'ajouter que « A défaut, le dialogue perdra beaucoup de sa sincérité et de son efficacité et dans ce cas le FSD se réserve le droit de ne pas y participer. ».

L'Atelier de validation s'est donc tenu du samedi 14 au lundi 16 septembre et selon des responsables du FSD dans un grand désordre, sans vérification des mandats, avec une présence étouffante de l'Etat à tous les niveaux. Elle s'est achevée dans une plus grande pagaille sans que les préoccupations du FSD soient prises en compte. Le regroupement le dénonce dans ce communiqué :

« **Communiqué du Front pour la Sauve-**

garde de la Démocratie (FSD) sur la tenue de l'Atelier de validation du projet de Termes de référence du « Dialogue politique inclusif »

Du samedi 14 au lundi 16 septembre 2019 à Bamako, des représentants de partis et associations membres du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie (FSD) ont pris part aux débats de l'Atelier de validation du projet de Termes de référence du « Dialogue politique inclusif » (DPI). L'objectif de cette participation malgré les nombreuses réserves du FSD, était de bonne foi, qu'aux travers de débats d'idées contradictoires, qu'il puisse partager ses observations et contributions au cadre conceptuel du Dialogue afin d'en faire une réussite, une réelle contribution au bénéfice d'une sortie de crise honorable pour notre pays.

La correspondance N°12-09/FSD du 11/09/2019, adressée au Président du Comité d'organisation du DPI et au Triumvirat des Facilitateurs, en s'appuyant sur des insuffisances notoires du projet initial de TDR tant sur des aspects d'orientations que sur des aspects de cohérence et de pertinence méthodologique, a affiché cette ferme volonté de participation du FSD, non sans soulever des préoccupations et des dispositions préjudiciables sans la résolution desquelles, il ne pourrait poursuivre sa participation au Dialogue.

Aussi, la condition de participation du FSD aux

étapes à venir du processus du Dialogue a été clairement déclinée comme suit :
Revenir au concept de Dialogue National Inclusif ;

Évaluer l'utilité de tous les participants et allier l'inclusivité à la représentativité paritaire, tant de la majorité, de l'opposition que de la société civile, en évitant la surreprésentation de l'Etat qui devrait se limiter strictement à la facilitation logistique, sécuritaire et budgétaire ;

Préciser à l'avance le processus décisionnel qui devrait être sanctionné par une majorité qualifiée des trois-quarts (3/4), à défaut de consensus sur un point donné ;

Débattre sur les raisons des retards et blocages de la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger et, le cas échéant, envisager sa relecture ;

Apprécier l'opportunité et la pertinence de la révision constitutionnelle en ce moment en raison, entre autres, de l'absence de l'Etat à Kidal et dans bien des localités du Centre et du Nord, de la persistance voire l'aggravation de l'insécurité ; et de la nécessaire mise en place des règles et mécanismes permettant la transparence des consultations électorales ou référendaires ;

Affirmer clairement le caractère exécutoire et contraignant des Résolutions adoptées ;
Mettre en place le mécanisme d'un Comité de Suivi indépendant et participatif.

Cependant, tout au long des travaux, les constats faits par nos représentants à l'Atelier, ont progressivement confirmé nos inquiétudes et réserves exprimées au travers des points de notre conditionnalité ci-haut rappelés. Et, même si le concept de « Dialogue NATIONAL Inclusif » a fini par s'imposer, la Majorité présidentielle et les agents gouvernementaux, surreprésentés à dessein au sein des groupes de travail à l'Atelier, ont tenté, dans un partage de rôle habilement organisé, d'imposer la dénomination inadéquate de « Dialogue POLITIQUE inclusif » jusqu'à la clôture, alors même que les discours d'ouverture du Triumvirat et du Premier ministre, comme d'ailleurs la plupart des participants, avaient déjà acté le caractère « NATIONAL » du Dialogue.

Ainsi, notre exigence d'évaluer, à toutes les étapes du Dialogue, « l'utilité et l'inclusivité » dans la représentation paritaire de tous les participants, s'est butée à la volonté ostentatoirement affichée par les tenants du pouvoir de noyer le débat et la participation de l'Opposition



politique qui, sur plus de 500 participants, n'avait reçu qu'une vingtaine d'invitations. Et comme pour rajouter aux entorses faites au principe d'inclusivité, nos représentants n'ont pu prendre part qu'aux travaux de trois groupes de travail annoncés à la plénière d'ouverture de l'Atelier, un quatrième Groupe de travail a été constitué sans qu'ils puissent y participer.

Du reste, nous avons senti la ferme intention de ne pas intégrer les questions de fond constituant les paramètres fondamentaux de la crise multidimensionnelle malienne, tels que les raisons du blocage dans la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger en vue de sa nécessaire relecture, ainsi que la question de l'opportunité et la pertinence de la révision constitutionnelle en ce moment crucial d'aggravation de l'insécurité, mais aussi et surtout en l'absence de l'Etat à Kidal et sur des pans entiers du territoire national.

Forts de l'expérience malheureuse du sort réservé aux conclusions de la « Conférence d'entente nationale » de 2017, nos propositions d'affirmer clairement le caractère exécutoire et contraignant des résolutions adoptées au cours du Dialogue, et leur suivi par un Comité paritaire indépendant ont essuyé un refus catégorique à travers une fronde injustifiée.

Par la suite, c'est au fil de son discours de clôture que le Premier ministre dit attendre justement « les résolutions » du Dialogue envisagé pour les intégrer dans sa Déclaration de politique générale, étant entendu qu'en l'absence de caractère exécutoire contraignant et d'un mécanisme de suivi paritaire et indépendant, le Chef de gouvernement ne retiendra que les

points de résolution qu'il voudra.

Pire, la plénière des participants à l'Atelier n'a pas disposé des Termes de référence consolidés des différents Groupes de travail aux fins de validation définitive.

Toute chose contraire à la démarche traditionnelle pour une telle rencontre.

Et curieusement, le lancement officiel du « Dialogue » a été déclaré par le Premier ministre, sans cette étape cruciale d'adoption formelle des Termes de référence définitifs par la plénière, pourtant seule habilitée à le faire.

D'ores et déjà, les péripéties décrites ci-dessus témoignent à suffisance du bien fondé de nos réserves, et nous fondent à accorder du crédit aux assurances données çà et là.

Prenant à témoin l'ensemble du Peuple malien, nous sommes donc au regret de constater que nos espoirs d'un véritable « Dialogue national inclusif », franc, sincère, démocratique et participatif, s'amenuisent de jour en jour, alors que notre Nation recherche, au travers de cet exercice, une ultime opportunité de faire le point de la crise multidimensionnelle, et de définir les fondements d'un Mali nouveau.

Au regard de ce qui précède, le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) déclare, solennellement, ne pas participer au reste du processus du Dialogue tel que mis en œuvre.

Bamako, le 21 septembre 2019.

**Le Président du FSD
Honorable Soumaïla CISSE
Grand Officier de l'Ordre National**

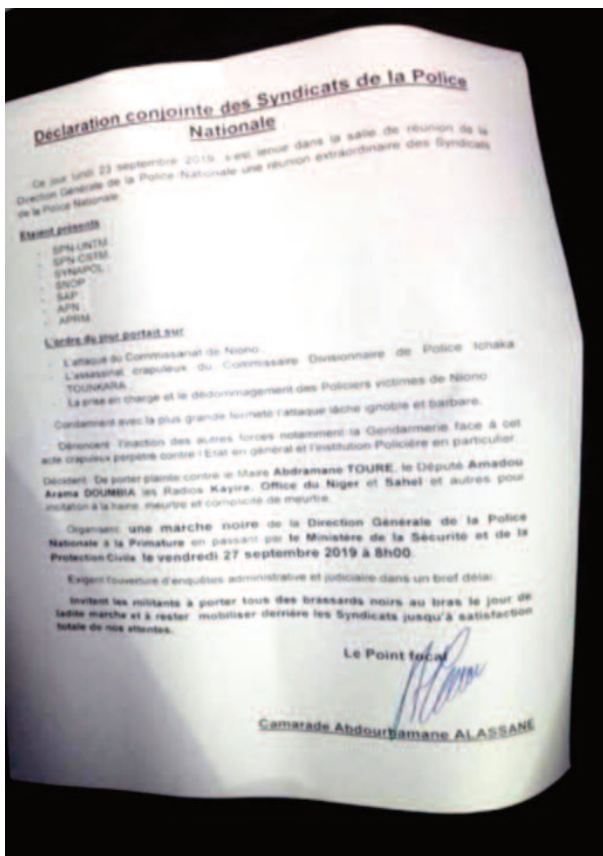
■ **Moctar Sow**

Idrissa Toure



Soutien inconditionnel aux policiers dans cette démarche. Ce qui est arrivé au Compol Tounkara est impardonnable, quelque soit, dans une démocratie, la légitimité des revendications que portaient les manifestants. Il était le fils, le frère, le père, le mari de quelqu'un. Or nul ne souhaite que son fils, son frère, son mari, son père, connaisse un tel sort qui plus est arrivé dans l'exercice de ses fonctions.

Revendications démocratiques oui mais non à la haine, au crime haineux et crapuleux et non à l'impunité.



Ammy Baba Cisse



Seule une enquête de personnes sérieuses et dignes peuvent éclairer les maliens sur le drame de Niono. Plusieurs versions circulent. Le procureur avait publiquement affirmé que la justice a le soutien des plus hautes autorités.

« J'ai un projet pour le Mali, les maliens veulent que leur pays soit développé. » IBK

Niono est dans une situation grave.

« Nous organiserons un grand meeting bientôt à Kayes. » Clément Dembelé

« Le procureur Kassogue restera à son poste et traquera le corrom-

pus de la République. » Clément Dembelé

« Malick Coulibay ne démissionnera pas. IBK l'a nommé pour sa compétence. » Clément Dembelé

« Il n'y a pas quelqu'un au Mali qui n'est pas susceptible d'être mis sous les verrous. » Clément Dembelé

« Il y a un Président au Mali. Il n'y a pas de famille présidentielle au Mali. » Clément Dembelé

Diakaridia Yossi a révélé le dossier du Conseil Régional de Kayes, Rasta l'en a porté plus haut, la population a mis la pression.

Si IBK était l'acteur majeur de l'accord, on en serait pas ici. Ce n'est pas son énième discours qui ferait le miracle. Soyons sérieux.

Issa Kaba

Niono -Tombouctou -affaire ristourne et l'appel à témoin du PROC sont les sujets de 7 sur 7 ce samedi

Devant la justice, on ne doit pas menacer. On doit plutôt s'expliquer et se justifier.

Casimir Apiè Sangala



Casimir Apiè Sangala, en colère.

Aux apprentis activistes qui ne savent même pas ce que c'est d'être activiste, remplissez bien vos poches, n'insultez personne !

Leçon de vie: si vous ne pouvez pas aider votre prochain, ne l'humiliez pas ! Votre propre vie peut changer du jour au lendemain!

Amadou Tall



REVOLTES ET VIOLENCES MEURTRIÈRES À #TOMBOUCTOU :

POUR DES #OTAGES LIBÉRÉS SANS RANÇON -

Une question d'abord: ya-t-il un rapport entre les violences meurtrières à Tombouctou et à #Niono? Les deux ont commencé mercredi 18 pour finir tragiquement le jeudi 19.

Un pure hasard? Passons.

Toute proportions gardées, je répète: toutes proportions gardées, ce qui se passe à Tombouctou est pire que ce qui se passe au au centre. Le nombre de tués chez les Dogons et leurs frères Peuls est sans comparaison.

Le déclenchement a eu lieu dans la nuit du 14 au 15 (une semaine jour pour jour): deux agents de santé (deux MAÏGA) sont enlevés dans la clinique (photo) où ils travaillent par six hommes (arabes) armés. Une rançon de 40 millions CFA est demandé pour leur vie.

Ce sera la goutte qui fait déborder le vase.

En effet à Tombouctou, ce sont non stop des vols, pillages, braquages, brigandages sur les véhicules, attaques à domicile, assassinats ciblés (y compris en pleine journée) et surtout des enlèvements pour demander une rançon.

Le lundi 9, le Maire de Banikane, Talhata MAÏGA a été enlevé et libéré contre 20 millions CFA. Juste après, Issouf TOURÉ, homme d'affaires, a été pris et libéré pour 60 millions CFA. Le commerçant Sidi DICKO a subi le même sort avant. Le 26 août, une ambulance destinée au

Centre de secours fluviale de Niafunke est enlevé de passage. Un sapeur pompier est tué au cours du braquages.

Le coup de la clinique est mal passé. Les jeunes du quartier Abaradjou ont décidé (voyant que l'Etat faisait toujours le mort) de sécuriser leur zone. Ils ont installé des points de contrôle.

Ensuite, ils ont lancé un message aux ravisseurs: vous avez deux jours pour libérer les otages sains et saufs. Les ravisseurs ont compris et ils ont relâché les deux agents. Apparemment avec beaucoup de colère.

Le mercredi en fin de journée, un véhicule passe un point de contrôle, tire sur les jeunes et font des blessés. Ils sont postés et reconnus. (C'est à 21 heures que le commissaire #TOUNKARA rentre à Niono). Tôt le matin, les jeunes convergent vers le bâtiment (photo) où les tireurs de la veille, considérés comme étant les preneurs d'otages et du reste, sont retranchés. (Au même moment, les jeunes déferlent sur le commissariat de Niono où il vont tuer le commissaire).

C'est avec les rafales des armes de guerres qu'ils sont accueillis. Qui font des morts et des blessés. Les forcent de l'ordre viennent s'interposer. (À Niono, les policiers nettement en sous nombre n'ont pu compter que sur leurs jambes. Personne ne les a secouru).

La situation à Tombouctou est très dangereuse et explosive. La #Minusma et #Barkhane sont vomis d'un côté mais soutenus de l'autre. Ils jouent un rôle négatif. Il ya une dimension raciale dans. Certains ne supportent plus de subir, d'autres ne peuvent pas accepter cela. Le Gouverneur est un touareg considéré comme un "azawadiste" de la #CMA. Certains sont armés et d'autres à mains nus. Cela risque d'être Palestine/Israël.

C'est peut être ce que la communauté internationale recherche non? Et ce qu'elle veut, c'est ce que Bamako fait.

Les maliens n'ont qu'une solution: serrer les coudes pour sortir le pays de l'ornière. Non seulement personne au monde ne viendra vous aider, mais en plus, tous ceux qui viennent, c'est pour vous enfoncer.

LE CENTRE DE #BAMAKO EN PLEINE CELEBRATION DE L' #INDEPENDANCE-

Cela fait 6 semaines que je ne circule pas. Donc, j'avais gardé le silence sur ce sujet.

J'avais eu des doutes quand le Maire du District de Bamako avait dit débloquent une somme colossale pour assainir Bamako afin que les eaux des pluies puissent couler.

Puis j'avais appris que la ville avait été nettoyée. J'avais des doutes. Avec cette vidéo en plein coeur du quartier administratif et de la ville, je n'ai plus de doute.

MORT D'UN #COMMISSAIRE DE POLICE À #NINO: LA JEUNESSE #SADI MENACE-

Décidément, cette tragédie (un commissaire tué par la foule dans son commissariat, a des coins et des recoins.

Sur cette vidéo la jeunesse du parti politique Sadi, celui de #Omar-MARIKO, exige la démission du ministre de la Sécurité et lance un ultimatum.

Son député Araba DOUMBIA qui avait été frappé et blessé par la Police au cours d'une manifestation contre la réélection de IBK, aurait intervenu en vain.

Les autorités, à Niono, ont déjà instauré un vrai couvre feu et arrêté plusieurs dizaines de personnes.

Nos autorités ne savent pas régler un problème. Ils aggravent toujours les problèmes.

Pendant ce temps, Niono est une zone de terrorisme endémique, les ennemis du pays se préparent tranquillement. Nous leur fournissons des balles en or. Et ils marquent dans la cage vide.



Dr Allaye Bocoum

33 min · 🌐

Niono: Conf. de Presse de SADI, ce mardi 24 /09 à 10 h au siège Djéligoubougou, Diarrassouba, Salif Traoré, Soumeylou B M, st invités!



Ashley Leïla MAIGA

@AshleyLelaMAIGA

#IBK, debout dans son véhicule de commandement comme s'il commandait encore quelque chose dans ce pays! De **#Kayes** à **#Tombouctou** en passant par **#Gao**, la jeunesse s'insurge contre l'Etat pour l'absence de routes et l'insécurité! **#Mali**



Malick Konate

"Le Front pour la sauvegarde de la démocratie (FSD) déclare, solennellement, ne pas participer au reste du processus du Dialogue tel que mis en œuvre." Soumaïla Cissé

Lundi 23 septembre 2019 !

Chers CotonsCulteurs où en sommes-nous avec l'histoire de Bakary TOGOLA ? Au champ ou au Grand Lycée de BAMAKO Coura ?

Justice Mali Justice

Ils seront tous arrêtés, jugés et pendus au stade du 26 Mars Seydou Oumar Traoré

Niono: Karembe le bras droit de Sekou Coulibaly a été arrêté par la police hier soir à Benena à la frontière du Burkina Faso.



Justice Mali Justice

Ce gouvernement aux actions et allures théâtrales ne saurait relever les défis de l'heure.



Yaya Sangare

La meilleure façon de défendre le Mali, c'est de demeurer entièrement malien. Toute autre option est assimilable à la trahison. Aucun pays ne vaut le Mali, notre pays. Valorisons l'identité malienne en tous lieux et en toutes circonstances... Le Mali, notre alpha et notre oméga.



Soumeylou B. Maïga

En ce jour de gloire et de célébration du 59ème anniversaire de l'Indépendance de notre pays, le #Mali, j'ai une pensée déferente aux pères



fondeurs de notre République. Joyeuse fête d'Indépendance à tous et à toutes ! #IndependenceDay

Yacouba Issoufou PC

20.09.2019 #UNPOL et l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a procédé à la clôture de 2 formations marquant le #millièmeStagiaire et spécialement la formation des formateurs en pédagogie et La lutte contre le trafic des drogues et la criminalité transnationale



Mamadou Ismaila KONATE

#Corruption : L'acte de corruption, de fraude et de blanchiment qui bénéficie à un individu, (homme politique), qui s'enrichit durant la campagne, ce, sans contrepartie, se rend coupable de complicité d'acte de corruption et s'expose en procédure, comme l'auteur principal.



Keita Aminata Maïga

Nous sommes bien arrivés à New York. En marge de l'AG de l'ONU mes soeurs Premières Dames et moi ferons le point des activités de l'OAFILA et mobiliserons le secteur privé pour soutenir notre vision, celle d'une Afrique développée avec jeunes et femmes en bonne santé et autonomes



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



COMMUNIQUE

Le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile informe l'opinion nationale et internationale que ce jour, 19 septembre 2019, des manifestants excités ont assiégé le Commissariat de Police de Niono pour exiger le départ du Commissaire chargé de la ville.

Une horde d'individus armés de projectiles en tous genres ont saccagé le Commissariat et agressé le personnel.

Les policiers débordés se sont retirés et, dans leur retraite, le Commissaire Divisionnaire Issiaka TOUNKARA, blessé à la tête, a été rattrapé et assassiné par les manifestants. En outre, ces manifestants ont cassé le magasin d'armement, emporté des armes, incendié deux véhicules d'intervention et deux véhicules particuliers appartenant aux policiers. Bilan : 01 mort (le Commissaire chargé de la ville), vingt-deux (22) blessés dont un gendarme et quatre cas graves parmi les policiers. Côté manifestants, 01 mort et quelques blessés sont à déplorer.

Face à cette situation regrettable, le Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile présente ses condoléances aux familles des défunts et souhaite prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le Ministre tient à rappeler que toutes les dispositions seront prises pour ramener incessamment le calme et la quiétude dans la ville de Niono. Aussi, rassure-t-il que les auteurs et complices de ces actes ignobles que rien ne justifie, seront identifiés et traduits devant la justice.

Suite à la plainte de dénonciation par la Plate-forme anticorruption PCC : Le président du Conseil régional de Kayes appréhendé

Suite à une plainte de dénonciation par la Plate-forme anticorruption, le président du Conseil régional de Kayes, Bandiougou Diawara, son 2ème vice-président, le SG et le comptable matières ont été interpellés par le Pôle économique de Kayes et placés en garde à vue. Depuis la création de sa plateforme, le Pr Clément Dembélé dira qu'ils sont partis d'un certain nombre de constats, selon lesquels tous les problèmes du Mali viennent de la corruption. Il suffit de prendre les rapports des différents services de contrôle pour s'en rendre compte. Il s'agit des rapports du Vérificateur général qui ne sont pas exploités à bon escient. C'est le cas aussi de l'Office central de lutte contre la corruption (OCLEI) qui ne fonctionne même pas. Aujourd'hui, pour lui, c'est une évidence, la corruption a gangrené tout le système de fonctionnement de l'appareil l'Etat. Et ils se sont rendu compte qu'il y a un lien entre le dysfonctionnement de ces services et l'impunité, donc ils feront tout pour aller jusqu'au bout afin que l'objectif soit atteint.

A noter que le président du Conseil régional est actuellement placé en garde à vue et est accusé d'avoir détourné environ 20 milliards de nos francs.

Affaire à suivre !

■ Gaoussou Kanté

Communiqué du gouvernement sur l'évolution de la situation à Niono



Suite aux manifestations violentes de la journée du jeudi 19 septembre 2019 à Niono, ayant coûté la vie à un policier et à un manifestant, le Gouvernement de la République du Mali informe l'opinion nationale et internationale qu'une importante opération de ratissage est actuellement en cours dans la ville.

Ce renforcement de la sécurité à Niono a permis l'interpellation d'une cinquantaine de personnes dont 49 ont d'ores et déjà été transférées à Ségou pour des besoins d'enquête.

Les unités d'investigations de la Police et de la Gendarmerie nationales ainsi que la Police Technique et Scientifique sont fortement mobilisées pour boucler les enquêtes dans les meilleurs délais.

Le bilan de ce jour à 18 heures fait donc état de : 50 personnes interpellées dont deux (02) femmes. Celui de la journée d'hier reste inchangé à savoir : 02 morts dont le Commissaire chargé de la ville; vingt-deux (22) blessés dont un gendarme et quatre cas graves parmi les policiers, présentement pris en charge à l'Infirmierie de l'École Nationale de Police.

En cette circonstance éprouvante, le Gouvernement salue la détermination des Forces de sécurité à ramener le calme et la quiétude à Niono et invite la population à la retenue.

Les opérations de sécurisation de la ville se poursuivront et l'évolution de la situation sur le terrain fera l'objet de communication ultérieure.

Le ministre Porte-parole du gouvernement
Yaya Sangaré



Communiqué du Pr Clément Dembélé, président de la Plate-forme de lutte contre la corruption et le chômage



■ Dans le cadre de sa lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite au Mali, la plateforme PCC informe la communauté nationale et internationale que suivant les dossiers constitués, qu'elle dépose une plainte de dénonciation contre le Maire de Banguinéda camp pour détournement de fonds publics, trafic d'influence, abus de pouvoir, faux et usage de faux, enrichissement illicite...

Cette plainte vient renforcer la plainte individuelle d'un membre de la Plateforme PCC qui s'inscrit dans la même logique depuis un certain moment »

BAMAKO, le 21 septembre 2019

Le comité de pilotage

Lutte contre l'insécurité : La Garde nationale et ses missions clandestines



Une mission d'escorte de la Garde nationale, non officielle, disent certains, a échangé hier mercredi des tirs avec un groupe d'assailants sur l'axe Boré-Gnimina, à 15 km au nord-est de Boré, sur la route nationale Numéro 7. Cette mission quittait Konna pour Douentza. Un bilan provisoire indique un mort du côté de la Garde na-

Mali/Défense/Corruption : L'Etat doit 25 milliards de FCFA à Guo-Star



Des soldats maliens embarquent dans un hélico de l'armée de l'air du Mali à Léré, dans le centre du pays. C'est probablement l'épilogue dans l'une des deux affaires qui ont secoué le Mali ces dernières années dans la lutte contre la corruption et la délinquance financière. Si l'achat de l'avion présidentiel n'a toujours pas livré tous ses secrets, la Cour suprême du Mali vient de condamner l'Etat malien à payer à une société qui lui a fourni du matériel militaire. Son dû : plus de 25 milliards de francs CFA. C'est la plus haute juridiction du Mali qui a rendu la décision publique : l'Etat malien est condamné à payer la faramineuse somme de 25 milliards de francs CFA, comme solde de contrat, à la société Guo-Star. Ladite société représentée par son gérant, Amadou Baïba Kouma, recevra également de l'Etat malien la somme de 600 millions de francs CFA à titre de « dommage et intérêts ».

En 2014, la société Guo-Star livre au gouvernement malien du matériel militaire. Le pays, sous-équipé face aux djihadistes du Nord, en a besoin. Très rapidement, le terme de « surfacturation » apparaît. Le vérificateur général (le monsieur anti-corruption) saisit le procureur de la République Est-ce que le VG peut saisir le Procureur ? S'ajoute à cette affaire l'achat controversé de l'avion présidentiel. En rendant son verdict, la Cour, selon les avocats de la défense, sépare clairement les deux affaires. L'affaire des équipements militaires est un contrat dûment signé et exécuté. Ensuite, la société Guo-Star n'a rien à voir avec l'achat de l'avion présidentiel. Ce dernier dossier n'est pas encore clos. Il y a deux ans, selon un rapport officiel, malgré près de 19 milliards de francs CFA déboursés pour l'achat de l'avion présidentiel, aucun document n'attestait, peu après son acquisition, que l'appareil a été intégré dans le patrimoine de l'Etat malien. Pour son achat, toutes les règles de l'orthodoxie financière n'avaient pas été respectées, poursuivait le même rapport.

tionale et rien dans les rangs des assaillants. Les éléments de la Garde nationale concernés appartiendraient au Groupement d'intervention basé à Darsalam. Lequel mènerait, depuis 5 ans, des missions d'escorte privées clandestines, puisque ses missions n'ont jamais été reconnues par l'état-major général des armées du Mali.

À ce jour, six soldats de ce Groupement d'intervention auraient trouvé la mort et dont les proches parents demeurent dans le dénuement total, sans assistance de la Garde nationale encore moins de l'État. À suivre.

Prise d'armes à Kati

Les jeunes qui se sont levés pour dire qu'ils sont pressés pour les routes, qu'ils veulent qu'on développe le Pays, veulent que les routes soient des routes contemporaines dignes du 21ème siècle, c'est ça le combat qui vaut » IBK dixit.

Son Excellence Monsieur Ibrahim Boubacar KEÏTA, Président de la République, Chef de l'Etat a pris part en milieu de matinée du 22 septembre 2019, à la prise d'armes à Kati dans le cadre de la commémoration du 59ème anniversaire de l'accession de notre pays à l'indépendance. Le Président de la République en arrivant sur la place d'armes de Kati a procédé au traditionnel dépôt de la gerbe de fleurs au Monument des morts. Après ce rituel, le Chef suprême des armées a fait allégeance au drapeau national et recevoir les honneurs militaires dus à son rang. A l'issue de ces honneurs, IBK, accompagné du Chef d'Etat-major Général des Armées, a passé en revue les troupes, assisté à la décoration de 10 braves soldats aux médailles du mérite militaire, de blessé de guerre, de sauvetage et de commémoration de campagnes. Le défilé des troupes a mis fin à la prise d'armes de Kati. Avant d'adresser quelques mots à la presse, le Chef de l'Etat, tout heureux, a découvert les 36 nouvelles acquisitions de nos forces armées et de sécurité, à savoir des véhicules blindés. Notre armée disposera très bientôt d'un bataillon de tels engins pour la sauvegarde des Hommes. Les 36 maraudeurs blindés seront également déployés sur le terrain dans les jours à venir : « Alors, je ne dis pas que la question des engins explosifs improvisés a été entièrement résolue mais beaucoup a été fait. La vie des Hommes sera sauvegardée. C'est ça l'essentiel pour moi. Au-delà de tout, c'est ça mon souci et c'est à cela que je travaille. Ça préfigure l'armée reconstituée, le Mali retrouvé, le Mali fraternel, plus que jamais c'est ça le Mali. Le Mali, c'est pas la vindicte, c'est pas le brouhaha ou autres continuellement », a déclaré IBK.

Pour aller à l'essentiel du développement et du mieux-être des populations maliennes, au réarmement de l'armée nationale en passant par la protection des soldats; il faut préalablement la paix. Une mission à laquelle IBK s'est dédié quotidiennement avec les Chefs militaires. « Moi, j'ai un projet pour le Mali, je veux travailler pour le Mali, je veux



construire le Mali. Les Maliennes veulent que leur Pays soit construit. Les jeunes qui se sont levés pour dire qu'ils sont pressés pour les routes, qu'ils veulent qu'on développe le Pays, veulent que les routes soient des routes contemporaines dignes du 21ème siècle. C'est ça le combat qui vaut. Tout le reste est vain. Et je dis encore une fois ma confiance totale en l'armée malienne. Elle sait combien j'ai souci d'elle. Elle le sait. C'est pas de vains mots. Elle sait quelles sont les mesures prises depuis que nous sommes là pour la revigorer, pour la reconforter pour qu'en cas de besoin les familles soient confortées et reconfortées. Toutes ces mesures sont d'ordre public et sont connues. Et les pupilles également sont désormais une réalité au Mali », a conclu IBK.

Dans l'après-midi, le président de la République, Chef de l'Etat, SEM Ibrahim Boubacar KÉÏTA, accompagné de son épouse, s'est rendu à New-York, aux États-Unis, où il prendra part à la 74ème Assemblée Générale des Nations-Unies. L'Ouverture du débat général de l'Assemblée générale est prévue le 24 septembre 2019. Le thème du débat de cette année est : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », indique le communiqué de la Présidence, en date de ce 22 septembre 2019.

■ Madou's Camara

SATOM-MALI : Le géant français du BTP dans de très mauvaises mains

C'est bien entendu pour cause de la mauvaise gestion instaurée ces quatre dernières années que le géant français du BTP, la SOGEA SATOM MALI, court de gros risques pouvant sans doute nuire à sa crédibilité, voire à son existence. Clientélisme, favoritisme, affairisme, licenciements abusifs, tout y est permis désormais depuis l'arrivée de Mahamadou Sacko en début 2015 aux commandes de la Satom Mali. Des cas de licenciements abusifs, on en a assez enregistré depuis l'arrivée par accident de M. Mahamadou Sacko. Le dernier en date est celui de M. Zanké Diallo dont le dernier poste a été le chef du personnel des travaux de la station de pompage de Kabala que Satom a en charge. Nous avons été à l'écoute de ce dernier. Employé de la société Satom depuis 1994, M. Zanké Diallo s'est vu licencié sans motif concret. Devant l'inspection du travail à Koulikoro, nous explique-t-il, la direction de la société a évoqué des problèmes dans la gestion du fonds au niveau des travaux de la station de Kabala : "C'est tout ce qu'on a dit, comment peut-on parler de problème dans la gestion de fonds alors que le travail n'est pas encore fini, on a mis l'eau à la disposition de la population, mais les travaux de Kabala ne sont pas encore terminés, il reste notamment le bitumage", rapporte Zanké Diallo qui a été licencié en mai dernier au même rang que 72 autres ouvriers. Ce, regrette-t-il, après 25 ans de loyaux services au compte de la Satom. Sa. "J'ai tout donné à la SATOM, je veux être remis dans mes droits..." L'affaire est déjà devant la justice qui doit se prononcer le 30 septembre prochain après deux reports (les 20 et 27 août). Zanké Diallo, dit-il, n'est pas déçu de la justice de son pays, il y porte espoir d'ailleurs, mais en entendant, il veut se faire entendre sur l'injustice dont il est



victime. Le fait d'avoir été licencié sans motif et sur la même liste que 72 ouvriers dont il avait la charge. Selon lui, avec ses 55 ans, il est à quelques pas de la retraite : "Où est-ce que je vais encore chercher de l'emploi après avoir passé toute ma carrière sur les chantiers de la SATOM, parfois dans le Mali profond ?", se demande-t-il, ajoutant qu'il est le doyen des employés de la SATOM avec plus de 25 ans d'expérience. Le désordre est malien. C'est seulement sous la gestion de l'actuel chef d'Agence, Mahamadou Sacko, que la SATOM a commencé à enregistrer de pareils cas d'errements depuis sa présence pendant plusieurs décennies. Celui qui doit son poste grâce à la crise sécuritaire ayant fait fuir les responsables de la boîte de nationalités françaises, gère d'une main d'amateur l'entreprise mettant ainsi en cause toute sa crédibilité : La sous-traitance des contrats de la SATOM, l'implication de sa famille dans la gestion de la société et surtout l'identité de l'actuel avocat de l'entreprise. Nous y reviendrons. 223infos.net avec La Sirène

■ Y. Dombia

Découvrez la nouvelle plateforme

omni LITE

La banque en ligne optimisée pour les grandes entreprises locales, celles du Secteur Public et les PME

BANQUE COMMERCIALE



UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Drame de Niono : Le commissaire Issiaka Tounkara conduit à sa dernière demeure

Ce lundi 23 septembre 2019, une cérémonie officielle d'hommage a été rendue au héros de la nation. Sa mort a choqué toute la République et tout le peuple. Ses collègues de promotion, ses frères et sœurs, amis et autres parents étaient tous présents. La présence de plusieurs personnalités était constatée aussi à l'École de police. La tristesse se lisait sur tous les visages. Le jeudi 19 septembre 2019 dernier, la population de Niono est sortie pour manifester son mécontentement au retour du Commissaire Tounkara qui était revenu sur instruction de la hiérarchie pour accomplir sa mission de sé-

curisation de cette même population. Il l'avait pressenti, pour avoir appelé ici et là, ces amis et son syndicat de la délicate situation qu'il vivait. Il était finalement reparti et la barbarie des manifestants l'a emporté. Il a été tué par ceux-là mêmes qu'il protégeait au prix de sa vie.

La mort du Commissaire de police Issiaka Tounkara ne restera pas sans conséquence. Les syndicats de la police demandent la démission du ministre de la Sécurité, le général Salif Traoré et le Directeur général de la police nationale (DGPN) Moussa AG INFAHI. Dans un autre communiqué, ils annoncent leur décision

«de porter plainte contre le maire de Niono, monsieur Abdramane Touré et le député Amadou Araba Doumbia et les radios Kayira, Sahel et l'Office du Niger et autres pour incitation à la haine, meurtre et complicité de meurtre ». (Voir Encadré Encadré ?)

Un communiqué du ministère de la Sécurité, indique que, au moins, une cinquantaine d'interpellation ont été effectuées pour élucider les circonstances de ce crime inqualifiable. Mais attention, ce n'est pas toute la population de Niono qui a commis le forfait. Que justice soit faite, mais dans la règle de l'art. Ce sera un salut pour la mémoire des victimes. C'est ce que le Commissaire Tounkara aurait souhaité.

Mieux, que la justice commence par la hiérarchie. Que chacun se remette en cause et fasse en sorte qu'il n'y ait plus de Commissaire Issiaka Tounkara, qu'il n'y ait plus de Niono.

■ Moctar Sow



Notre héros repose désormais au cimetière de Hamdallaye. Repose en paix, Commissaire.

Déclaration conjointe des Syndicats de la Police Nationale

Ce jour lundi 23 septembre 2019, s'est tenue dans la salle de réunion de la Direction Générale de la Police Nationale une réunion extraordinaire des Syndicats de la Police Nationale.

Etait présents

- SPN-UNTM
- SPN-CSTM
- SYNAPOL
- SNOP
- SAP
- APN
- APRM

L'ordre du jour portait sur

- L'attaque du Commissariat de Niono ;
- L'assassinat crapuleux du Commissaire Divisionnaire de Police Ichaka TOUNKARA
- La prise en charge et le dédommagement des Policiers victimes de Niono

Condamnent avec la plus grande fermeté l'attaque lâche ignoble et barbare.

Dénoncent l'inaction des autres forces notamment la Gendarmerie face à cet acte crapuleux perpétré contre l'Etat en général et l'institution Policière en particulier

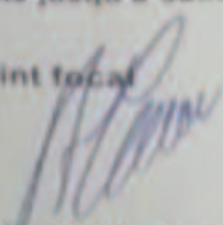
Décident de porter plainte contre le Maire Abdramane TOURE, le Député Amadou Arama GOUMBIA les Radios Kayira, Office du Niger et Sahel et autres pour incitation à la haine, meurtre et complicité de meurtre.

Organisent une marche noire de la Direction Générale de la Police Nationale à la Primature en passant par le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, le vendredi 27 septembre 2019 à 8h00

Exigent l'ouverture d'enquêtes administrative et judiciaire dans un bref délai.

Invitent les militants à porter tous des brassards noirs au bras le jour de ladite marche et à rester mobiliser derrière les Syndicats jusqu'à satisfaction totale de nos attentes.

Le Point focal


Camarade Abdourhamane ALASSANE

Mission du CSDM à Nouakchott : Un accueil en grande pompe des maliens de Mauritanie



Ce 21 septembre 2019, une délégation du bureau exécutif du CSDM, composé du vice-président Ahmadou Damera, du trésorier Amadou Ousmane Dicko, avec à sa tête son président Chérif Mohamed Haidara était accueillie par les maliens de Mauritanie en véritable président. Ces maliens vivants dans ce pays voisins du Mali étaient venus, malgré l'heure tardive, exprimer toute leur reconnaissance au CSDM pour le combat qu'il mène au quotidien pour défendre leurs intérêts et pour résoudre les multiples problèmes qu'ils vivent en Mauritanie. L'on pouvait lire sur des banderoles, les t-shirt, avec la photo du Président Haidara : «le CSDM Mauritanie souhaite la bienvenue au président

du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne». Depuis sa création, c'est la première fois qu'une délégation du CSDM conduite par son président se rend dans ce pays, où le Mali compte une forte communauté. L'intervention du CSDM pour améliorer les conditions de vie des maliens de Mauritanie a porté ces fruits. Et c'est pourquoi, cette communauté est reconnaissante vis-à-vis du président Haidara et sa délégation. Le président a tenu à remercier le CSDM Mauritanie pour cette mobilisation et a promis de poursuivre les efforts pour que leurs conditions de vie soient de plus en plus meilleures.

De l'aéroport, la délégation a été conduite à son hôtel, celui Azalai, où il a reçu en audience

le bureau du CSDM Mauritanie pour une réunion de travail.

Le lendemain, la délégation a célébré la journée commémorative de l'accession de notre pays à la souveraineté nationale et internationale avec ses compatriotes dans ambiance conviviale.

Après plusieurs échanges fructueux, des visites de courtoisie à l'imam du 5ème quartier et au marché des poissons, la délégation est revenue ce mardi matin plus déterminée que jamais à doubler d'effort pour la satisfaction de ses membres partout où ils se trouvent dans le monde.

Avant la Mauritanie, la délégation a été d'abord en Guinée et au Sénégal pour échanger avec les bureaux respectifs de ces deux pays et rassurer les maliens qui y vivent de son engagement au combat pour la défense de leurs intérêts et les encourager au respect des lois des pays d'accueil et de ne pas oublier de préparer leurs retours au bercail.

Le CSDM est devenu l'association la plus sollicitée par les maliens de la diaspora, en raison de son sérieux et l'intérêt qu'il accorde au bien-être de nos compatriotes vivants à l'étranger.

Grace à ses efforts, les autorités maliennes et celles des pays d'accueil accorde plus de considération à la diaspora. Cette population malienne apporte plusieurs milliards à l'Etat malien et contribue à hauteur de souhait dans les pays d'accueil.

Le CSDM a activement participé, au nom de la diaspora, à la validation des termes de références du Dialogue Nationale Inclusif.

■ **Moctar Sow**





Lutte contre la migration irrégulière : Les femmes de la presse sensibilisent

La Maison de la Presse du Mali a servi de cadre le vendredi, 20 septembre 2019, au lancement des activités de sensibilisation sur la migration irrégulière et la promotion de la libre circulation dans l'espace CEDEAO.

Organisé par l'Association des Femmes de la Presse Malienne (AFPM), l'évènement a mobilisé les hommes et femmes de la presse écrite et audiovisuelle de notre pays.

Cet atelier de formation d'une journée avait pour objectif d'outiller les hommes et femmes des médias sur les enjeux de la question de migration en vue d'un meilleur traitement de l'information sur la question.

Il est le fruit d'un partenariat dynamique entre l'Association des Femmes de la Presse Malienne sous le leadership de Nianian Aliou Traoré, le Ministère des Maliens de l'Extérieur, l'Union Européenne et l'Agence espagnole de coopération internationale.

Au présidium se trouvait la Présidente de l'As-

sociation des Femmes de la Presse Nianian Aliou Traoré qui avait à ses côtés Dr Boulaye Keita, Conseiller Technique au Ministère des Maliens de l'Extérieur et Amadou Diakité Délégué Général à la délégation des Maliens de l'Extérieur (DGME).

La Présidente de l'Association Malienne des Femmes de la presse malienne, Nianian Aliou Traoré a, dans son discours d'ouverture, souhaité la bienvenue à tous et exprimé sa profonde gratitude pour la grande mobilisation à la cérémonie d'ouverture qui marque le lancement de la formation des journalistes et animateurs radios sur les concepts et les enjeux migratoires pour notre pays.

Elle a également mis l'accent sur la contribution de la diaspora malienne au développement social et économique de notre pays (construction d'écoles, centre de santé, pistes rurales, etc.) et transfert de plus de 538 milliard de FCFA selon la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Avant de terminer, Nianian Aliou Traoré a exhorté les hommes de médias qui relayent

l'information dans les coins les plus reculés du pays à jouer pleinement leur rôle capital pour un changement de comportement et à la sensibilisation face au fléau de la migration irrégulière.

Pour sa part, le conseiller Technique Dr Boulaye Keita a affirmé que le présent atelier entre en droite ligne de la vision des plus hautes autorités de notre pays en matière de gouvernance, de migration notamment dans la lutte contre la migration irrégulière.

Il a rappelé tous les efforts fournis par l'Etat du Mali en faveur des migrants qui a rapatrié plus de 26 000 migrants en situation de détresse, et l'insertion socio professionnelle à travers des micro-projets de plus de 5000 migrants.

Pendant la journée, les participants ont eu droit à un exposé sur l'expérience de la migration malienne, la politique nationale de migration dans sa démarche, sa vision, ses objectifs et le cadre juridique et institutionnel qui gèrent la question migration, qui selon les Nations Unies concernent plus de 258 millions de personnes dont 32 millions d'Africains.

■ Alpha Sidiki Sangaré



Les amis de SBM soutiennent Bakary Togola : **“C’est un faux débat, cet argent n’appartient pas à l’Etat...”**

Pour le groupe d'Actions des Associations et Mouvements de soutien aux actions, initiatives de Soumeylou Boubèye Maiga (GAM- SBM), l'arrestation de Bakary Togola est un faux débat puisque le fonds dont le détournement lui est reproché, n'appartient pas à l'Etat du Mali, mais, disent-ils, à l'Union des cotonculteurs.

Oumar Alassane Touré se dit président du GAM- SBM, un groupement encore très peu connu du public. Dans un audio récent certainement enregistré en solo et partagé aux membres du groupe dont des ambassadeurs, des généraux de l'armée, des conseillers techniques, des députés qu'il salue de passage, Oumar Alassane Touré parle de l'arrestation de Bakary Togola pendant 21 minutes 31 secondes.

C'est une voix très remontée que l'on entend : "La lutte contre la corruption est une bonne chose dans la mesure où tout pays qui se respecte et qui a des conventions internationales avec des bailleurs de fonds et qui a aussi l'envie de préserver l'intérêt national et l'argent du contribuable", dit l'orateur regrettant que le moment n'est pas propice pour de tel com-

bat au Mali : "Le Mali est dans une situation d'instabilité, de grogne sociale à tous les niveaux. Ce sont des actions populistes, des actions de chantage, on a besoin d'une paix durable, et pour faire la paix, il faut que chacun se trouve dans une situation de sécurité".

L'ordre du jour, faut-il le rappeler, porte sur l'arrestation de Bakary Togola. Le président du groupe d'Actions des Associations et Mouvements de soutien aux actions, initiatives de Soumeylou Boubèye Maiga (GAM- SBM) pense que c'est un faux débat : "On dit que Bakary Togola a détourné 9 milliards FCFA. De qui ? Il ne s'agit pas de l'argent de l'Etat. Non et non. Il s'agit des ristournes, l'argent provient de la vente du coton. Par exemple, sur chaque kilo de coton on peut dire que 5 francs ou 10 francs qui peuvent revenir aux producteurs de coton." Selon Oumar Alassane Touré la ristourne revient chaque année et est répartie entre trois secteurs que sont la CMDT, l'Union des producteurs et les filières locales des cotonculteurs. Pour l'entrée et la sortie des ristournes, ajoute-t-il, c'est la signature de la Banque BND, du directeur de la CMDT et celle du président de l'Union des cotonculteurs qui sont

demandées : "C'est l'argent des producteurs et non de l'Etat", dit-il, ajoutant que la plainte qui a conduit Bakary Togola au pôle économique n'a pas été introduite par les producteurs, mais par un agent recruté par Bakary Togola pour gérer un projet en tant que comptable. Il cite son nom : Fadialan Coulibaly qui, dit-il, est un cousin au ministre Malick Coulibaly et membre du CDR. L'orateur révèle que Fadialan Coulibaly a été recruté sans concours et payé à plus d'un million FCFA par mois sur la base d'un contrat de 5 ans qui arrivait à termes à partir de décembre 2018 : " Mais il insiste, harcèle et menace Bakary Togola de le reconduire ou d'amener au CDR ou devant le procureur. Ce qu'il a finalement fait.

"Les mêmes gens qui ont été dans les actions déstabilisation en 2018 contre la réélection du président IBK dans les syndicats avec le CDR pour déstabiliser le pays, se sont ancrés dans le système de gouvernance et le président (IBK) et son premier ministre n'ont été vigilants. Les ministères de la Justice, de l'Economie, de la Défense et Affaires étrangères sont des postes de souveraineté qui ne doivent pas être donnés à des personnes qui ont l'ambition à déstabiliser le pouvoir. C'est un combat pour le renversement du pouvoir IBK qui est en train de se dessiner. Ces gens ne sont pas venus pour aider le président de la République. Ils ont été des mouvements de contestations pendant que Soumeylou Boubèye Maiga était premier ministre. Kassogué est le président d'un syndicat de magistrat, Malick Coulibaly, il est qui ?" S'interroge-t-il, faisant un petit rappel sombre du passage de l'actuel ministre de la Justice à Kati en 2012 en tant que conseiller spécial de la junte militaire.

Par la suite Oumar Alassane Touré avoue que Bakary Togola a des dettes envers l'APCAM pour y avoir investi ses propres ressources financières : "Le budget de fonctionnement était de 60 millions FCFA, quand ATT est venu ils l'ont augmenté à quelque 100 millions.", dit-il, soutenant que si l'APCAM tient aujourd'hui c'est grâce au financement propre de Bakary Togola.

A l'orateur de faire des mises en garde : "... Je demande aux gens qui sont en train de mener ce combat de déstabilisation plus jamais que les noms de nos personnalités ne soient cités encore.... ce sont les mêmes gens qui ont déstabilisé le régime ATT..."

Appel à témoin : Me Alassane Diop sur la lutte contre la corruption

■ L'appel à témoin n'est pas une mauvaise pratique en soi. Il est lancé chaque fois que l'enquête patauge faute d'éléments pertinents. Dans le cas particulier du dossier d'achat des avions et des matériels militaires, je pense à mon humble avis de praticien du droit que le Procureur a aussi de la matière»

1. Vous êtes un avocat connu au Mali cependant, il est important de vous connaître mieux...

Je vous remercie, Mr DOUGNON. Je suis simplement un avocat au barreau du Mali. C'est une présentation suffisante, je trouve. En toutes circonstances lorsque je prends la parole publique, je voudrais rester un homme en

robe, un avocat dans la cité. J'ai un modèle inaccessible, vers lequel je voudrais tendre, Me Demba Diallo, le juriste aux pieds nus, le panafricaniste, il est l'un des pères fondateurs des jeunes Etats indépendants de l'Afrique de l'Ouest. Le Mali lui doit sa démocratie et sa Constitution, celle qui va être révisée aujourd'hui. S'il avait été là, oh que le débat allait être intéressant, électrique et éclectique. Qui suis-je comparé à un tel devancier? J'ai encore en mémoire une de ces répliques mémorables : lors du procès crimes de Sang, un truculent avocat sénégalais, Me Bah, ne cessait de répéter à la cour : « le silence est d'or ! Le silence est d'or ». Agacé, Me Demba Diallo s'insurgeait « oui, si le silence est d'or, le silence est d'or mais moi j'aime la cadence, la

cadence des mots, ça globa chez moi ». C'était magique. En ce qui concerne ma modeste personne, j'ai été président de la prestigieuse Association des jeunes avocats du Mali, AJAM, vice-Président de la Fédération des unions et associations de jeunes avocats d'Afrique, FAUJA. J'ai été aussi secrétaire de la Conférence de mon Barreau et j'ai gagné quelques prix d'éloquence notamment un prix de la conférence des barreaux de la francophonie. C'est juste là des distinctions enviées dans le monde des avocats et des reconnaissances de confrères, rien de plus.

2. La lutte contre la corruption semble être déclenchée, qu'en pensez-vous?

Vous croyez vraiment ? Je vous renvoie la question? Je ne crois pas à une lutte contre la corruption sans une stratégie de lutte mûrie, pensée, planifiée et qui implique une coopération entre le pouvoir exécutif qui donne le tempo et l'impulsion vigoureuse qui suscite la peur et la fin de la pratique, le pouvoir législatif qui fixe le canevas, parfois allant jusqu'à modifier les modes de preuves, les délais et des voies de recouvrement et le pouvoir judiciaire chargé de sanctionner avec la dernière rigueur. Une lutte engagée par les juges esseulés, un ministre esseulé sans l'appui de l'exécutif et contre l'exécutif et le législatif est vaine et sans lendemain. Comment peut-on juger des délinquants économiques si des complices députés continuent de bénéficier de l'immunité parlementaire, un ministre du gouvernement s'il n'est pas démis de ses fonctions ? Ne nous leurrons pas, c'est un tout. On est très loin ici du niveau d'efficacité des vieilles démocraties dans lesquelles le pouvoir judiciaire a les moyens qu'il faut et l'indépendance indispensable. Vous savez, la lutte contre la corruption, je l'ai entendue pour la 1ère fois sous le règne du Général Moussa Traoré, je n'ai pas connu le régime de Modibo KEITA, la corruption existait-elle en ce moment ? Oui, mais les hommes étaient des géants. Jeune pionnier de mon état, on débitait lors des visites officielles le slogan : «L'UDPM? La lutte résolue contre la corruption !! UDPM : la santé pour tous en l'an 2000 ». On est en 2019, la corruption a explosé, la santé n'est pas au rendez-vous, donc méfiance. J'ai bien peur de décevoir mes compatriotes. Mais la lutte contre la corruption est essentiellement une question



de gouvernance. Ce n'est pas une question de slogans mais d'actions concrètes de tous les jours. La justice à elle seule ne peut jamais gagner ce combat. Il faut être conscient de cela. Le pouvoir judiciaire n'est pas le 1er levier de la lutte contre la corruption, au contraire, c'est le dernier maillon, lorsque tous les voyants sont au vert. Je félicite le Procureur Kassogué pour son courage et je demande au gouvernement de constituer des avocats rompus à la tâche pour défendre aussi les intérêts de l'Etat et soutenir l'action de la justice. La justice théorique n'a pas de sens si au bout du rouleau l'argent public n'est pas recouvré.

3. Quel est votre avis sur le cas Bakary Togola ?

Pour des raisons déontologiques, je préfère garder le silence sur ce dossier et laisser la Justice faire son travail. Au lendemain de l'arrestation de M. Togola, je m'étais exprimé dans un article de presse en regrettant une certaine précipitation dans l'affaire. J'ai pensé qu'on aurait pu et qu'on aurait dû entendre toute la chaîne de responsabilité et réagir en conséquence. L'évolution rapide du dossier me donne raison.

4. Et concernant l'achat des avions ou des matériels militaires, le procureur vient de lancer un appel à témoin, c'est quoi un appel à témoin ? Est-ce une bonne formule ?

L'appel à témoin n'est pas une mauvaise pratique en soi. Il est lancé chaque fois que l'enquête patauge faute d'éléments pertinents. Dans le cas particulier du dossier d'achat des avions et des matériels militaires, je pense à mon humble avis de praticien du droit que le Procureur a aussi de la matière. Il peut déjà commencer par auditionner certaines personnes clé qui ont dénoncé sur les réseaux sociaux et par voie de presse des faits de corruption très graves sur cette affaire et dans bien d'autres. Il suffit de les écouter pour s'indigner. Il doit écouter le chroniqueur Ras Bath dont je salue au passage le travail républicain de lanceur d'alerte hyper informé. Dit-il vrai ? Ou serait-il un grand menteur ? La justice doit savoir, le Professeur Clément Dembélé, il parle et dénonce tous les jours ; le patron du CNPM, Mamadou Sinsy Coulibaly, il a une liste

de fonctionnaires, on est en droit de le savoir. En outre, le Président d'une institution, le chef de file de l'opposition parlementaire, Soumaila Cissé, a également dénoncé et même qualifié ces faits de façon officielle, il doit être entendu. Il y va de la crédibilité des institutions de la république. Je pense que les citoyens maliens doivent répondre à l'appel de ce jeune procureur dont je peux attester de la bonne foi et de la probité intellectuelle.

Pour revenir à votre question sur la signification de l'appel à Témoin, il faut savoir qu'un témoin est d'abord une personne pouvant attester de la vérité d'un fait soit qu'il a vu, témoin oculaire, ou entendu, témoin auriculaire. Il est dit «à charge» s'il témoigne en faveur de l'accusation, «à décharge» s'il témoigne en faveur de la défense. L'appel à témoin lancé par le Procureur de la CIII le 16/09/19 est absolument inédit dans notre pratique judiciaire. Il ne concerne pas seulement l'affaire d'achat des avions et matériels militaires mais toutes les affaires pendantes devant le pôle économique, Dieu seul sait qu'elles sont nombreuses. Je ne doute pas de son efficacité comme mode pour recueillir les éléments de preuve, mais je m'inquiète des dérives de la délation. C'est un peu instituer la délation comme moyen pour booster l'action publique alors qu'on a justement des organes de contrôles étatiques pour répondre à ces actes de prédation. Il faut que ces organes jouent leur rôle, c'est regrettable que l'affaire Bakary Togola parvienne à la Justice sous anonyme. C'est la preuve palpable d'un dysfonctionnement délictuel. Dans son acte d'appel, le Procureur aurait dû aussi rappeler au public que celui qui s'adonne, par ce biais, à lancer des faux témoignages contre X ou Y répondra de ses actes.

5. Pourquoi il ne se saisit pas des dossiers du Vérificateur Général ; des autres structures de contrôle qui seraient à sa disposition ou à partir des informations dont il dispose lui-même ?

Oui, on peut bien se poser cette question surtout que conformément à la Loi, le Vérificateur Général du Mali est un dénonciateur institutionnel, il effectue plusieurs types de vérification, à savoir l'évaluation des politiques publiques, la vérification financière, la vérification de performance, la vérification de suivi

des recommandations. Le commun des Maliens ne s'intéresse qu'aux rapports financiers individuels ou annuels en raison de la cérémonie officielle de remise solennelle faite entre les mains du Président de la République. Je pense que les Procureurs généraux doivent s'intéresser aussi aux vérifications de performance et de suivi des recommandations pour mettre fin au système favorisant la corruption et impulser ainsi la croissance économique et sanctionner les parasites.

6. Quelle analyse faites-vous de l'actualité dans le pays ?

J'ai peur de la violence civile qui s'empare du Pays. La révolution des routes, non pas pour le succès des opérations coups de poing. Il suffit d'un blocus pour débloquer des milliards et obtenir des délais d'exécution intenable et bouleverser l'ordre des priorités s'il en existe encore pour l'Etat. J'ai peur que cette barbarie d'un genre nouveau, qui méprise tous les corps intermédiaires de l'administration, les préfets, commandants, gouverneurs tous considérés comme des larbins, ne s'érige comme mode de gestion au Mali.

On doit profiter de la tenue du dialogue national inclusif pour élaborer une planification d'émergence d'un MALI à l'horizon 2050 ou plus. Tout doit être repensé, ce n'est pas seulement des routes qu'il nous faut, le plus urgent, c'est aussi et surtout de l'eau potable déjà, une école de qualité pour tous, de l'électricité pour tous, un système de santé égal pour le riche et le pauvre, une armée digne de ce nom, une administration moderne et performante, une ville propre une ville du futur.

7. Votre mot de la fin ?

Mon mot de la fin. C'est une note d'espoir. Il faut réussir le Dialogue national inclusif. Nous devrions régler notre problème entre Maliens ; gagner la paix à tout prix et se projeter vers l'avenir ; construire un nouveau MALI, celui d'aujourd'hui est malade de tout : l'insécurité, la corruption et même d'esclavage dans des contrées insoupçonnées. On n'a plus le droit à l'erreur, s'élever ou périr.

Merci.

Mort du Commissaire de Niono : Les policiers exigent la démission du ministre de la Sécurité intérieure, Salif Traoré, et Directeur général de la Police Nationale



■ Tout a commencé par une opération de contrôle de vignettes initiée par le maire de Niono à la veille de la fête de Tabaski. Pour mener à bien cette opération, les services du commissariat ont été sollicités pour appuyer les agents de la mairie. Lors du contrôle, un motocycliste, qui a filé entre les agents de la mairie en discussion avec un propriétaire de tricycle, a été pourchassé et appréhendé par un policier avant de se voir agressé. Le motocycliste s'en est sorti avec une jambe fracturée. Lorsque la nouvelle a été apprise par la population, une manifestation de dénonciation a été initiée devant la mairie. Quand les manifestants étaient à la mairie pour manifester leur mécontentement, le commissaire a envoyé ses éléments qui ont débarqué sur les lieux pour gazer les manifestants. Cette réaction de la police n'a pas du tout été cautionnée par la population qui s'est ensuite livrée à des actes de mécontente-

ments sur les principales voies publiques de la ville. Par la grâce de Dieu, elle n'a pas touché ce jour aux bâtiments du commissariat. Le lendemain, la mairie a décidé de sursoir au contrôle des vignettes en présentant ses excuses à la population en reconnaissant que l'opération a été mal organisée et que le policier avait outrepassé ses pouvoirs. Les manifestants ont été rencontrés par la mairie dans ce sens. Mais, lors de la rencontre avec la mairie, la population a exigé à ce que le policier réponde de son acte devant la justice. En plus, elle a dénoncé la complicité du commissaire qui a ordonné l'ordre d'aller gazer les manifestants à la mairie au lieu de sanctionner le policier fautif. Par conséquent, elle a dit que le commissaire n'est plus une source de sécurité pour la population en demandant aussi que ce dernier soit relevé. La population a aussi dénoncé le temps des patrouilles nocturnes qui commencent à 20 heures et se terminent à 5

heures du matin en demandant de ramener ce temps de 00 heure à 5 heures du matin. L'argument avancé par la population était que les gens avaient beaucoup de courses à faire à la veille de la fête de Tabaski et que c'est la période des cultures qui laissent les citoyens mobilisés tard dans la nuit. L'autre argument de la population était que malgré les patrouilles de la police, leurs motos volées estimées à des centaines restent toujours introuvables. En disant que la population ne bénéficie pas des patrouilles exagérées du commissariat. L'avis de la population était que les policiers les font coucher tôt pour aider les voleurs à les dépouiller de leurs biens. C'est ce message qui m'est parvenu. J'ai aussitôt appelé le ministre de la Sécurité intérieure et de la Protection civile, le Général Salif Traoré. Mais, je ne l'ai pas eu au téléphone. Je lui ai donc laissé un message pour l'informer et lui demander les mesures qu'il a prises pour calmer les esprits. Pour rappel, avant ce message, j'avais personnellement attiré son attention sur l'affaire dans un précédent appel téléphonique. Dans son message, il m'a dit que depuis l'incident, qu'il a dépêché sur les lieux le Gouverneur et le Directeur régional de la police de Ségou. Il m'a dit dans le message qu'il s'apprêtait aussi à envoyer le Directeur national de la Police. En fonction de son message très peu rassurant au regard de la gravité de la situation, je lui ai donné mon avis qui était de lui demander de tout faire pour relever le commissaire de Niono et que l'agent de police fautif soit sanctionné conformément à la loi. Sa réponse a été que s'il accédait à la demande de la population ce serait l'encourager la population à demander la révocation de tous les agents de polices qui seront envoyés là-bas à chaque fois qu'elle n'est pas satisfaite. J'ai essayé de lui faire comprendre que la police est là pour rendre service à la population. Et que si la population n'est pas satisfaite de façon objective du service rendu par les policiers en demandant son départ, qu'elle mérite d'être entendue. Malheureusement, ce jour, nous ne nous sommes pas compris. Avant de se quitter, il m'a dit qu'il a envoyé une mission en demandant au commissaire de faire son rapport et qu'il rendrait sa démission après la réception de celle-ci. Après l'échange avec le ministre, j'ai fait le compte rendu à la population en l'appelant au calme et que le ministre était sur l'affaire.

Entre-temps, j'ai voyagé pour la France. Mais avant, le maire m'a appelé pour m'informer que le commissaire a été interpellé à Bamako avec son adjoint. Quelques temps après, l'adjoint au commissaire est revenu pour reprendre le service sans le commissaire. Pour moi, c'était un début de solution par rapport au problème. A ma grande surprise, le jeudi, dans la soirée, j'ai reçu un message comme quoi le commissaire de Niono a été tué par des manifestants. Dès réception du message, j'ai contacté le maire qui a confirmé l'information.

Le seul responsable dans cette affaire est le Général Salif Traoré. Salif a fui sa responsabilité. Si on lui demande aujourd'hui, il vous dira en âme et en conscience que l'Honorable Raba Doumbia a tout dit et a tout fait pour éviter cette situation. C'est regrattage ! On ne peut pas bâtir un pays dans ces situations. L'un des rôles du député est d'attirer l'attention des autorités sur les problèmes à la base. Mais, il ne faudrait pas que les autorités négligent les informations. C'est une habitude chez Salif Traoré de négliger les informations. Il n'est pas à son premier acte de négligence. Par rapport

à l'attaque de Yorosso, j'ai été informé une semaine à l'avance qu'il est probable que Yorosso fasse l'objet d'une attaque durant le mois de carême. Aussitôt l'information reçue, j'ai été voir le Général Salif Traoré dans son service pour lui présenter la situation. Il était assisté d'un de ses Conseillers techniques, un certain Kanté. Le Général m'a dit qu'il a pris note et qu'ils sont là-dessus. Je lui ai aussi dit que les hommes sur place sont en nombre insuffisant et qu'ils n'ont même pas de véhicules pour transporter les troupes. C'est après que j'ai appris que finalement l'attaque a eu lieu. Et quand je suis rentré en contact avec son Conseiller technique, celui-ci me dit qu'ils ont envoyé le renfort. Après j'ai recoupé l'information auprès du maire de Yorosso qui m'a dit qu'aucun renfort n'a été envoyé. Je me demande quel type de dirigeant Salif est. On doit s'interroger ! Ce que je peux vous confirmer, c'est que la population de Niono n'est pas une population violente. Elle est respectueuse de l'Etat de droit. C'est une population très docile, mais qui a une dignité à défendre. Mais, comme on le dit : trop c'est trop. On ne l'a pas

prise au sérieux. Et voilà le résultat ! Nous regrettons les morts. Nous regrettons la perte du commissaire qui pouvait être utile ailleurs et qui pouvait tirer les leçons du cas de Niono. Et qui pouvait être un policier valable dans d'autres localités du Mali. Les paisibles citoyens qui sont sortis pour protester étaient sortis pour dire qu'ils doivent aussi être respectés, qu'ils méritent d'être respectés. Le Malien ne mérite pas ça ! C'est une perte de bras valide, une perte pour Niono, une perte pour le Mali. Qu'il reconnaisse que ce qui est arrivé est en grande partie sa faute ! Ce n'est pas la police de Niono. Ce n'est pas la population de Niono. Le premier responsable de la situation est Salif Traoré. Le parti Sadi est avec la population de Niono qu'elle sache qu'elle n'est pas orpheline. Le parti Sadi est avec la police nationale comme toujours. Mais, le parti Sadi est contre l'injustice ! Qu'elle sache que la justice sera rendue ! ».

HONORABLE AMADOU ARABA

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Crise malienne : Le coup de semonce des pays voisins



Soupçonnés par les pays voisins de s'adonner à un double jeu, plusieurs membres appartenant aux groupes rebelles touaregs ont suspendu l'application de l'accord de paix d'Alger signé en 2015.

La situation s'envenime dans le nord du Mali où les braises encore chaudes qui couvent depuis l'accord de paix d'Alger de 2015 avec les groupes rebelles touaregs menacent à nouveau de s'enflammer.

Le 17 septembre dernier, le Comité de suivi de cet accord (CSA) avait annoncé que, pour la première fois, la réunion mensuelle entre les ex-belligérants devait se tenir à Kidal, la « capitale » du nord du pays, fief de la rébellion touareg.

La présence du ministre algérien des Affaires étrangères Sabri Boukadoum, qui préside le CSA, et de son homologue malien Tiébilé Dramé était prévue autour de la table. Mais la veille, coup de théâtre : les autorités disent niet.

Elles annulent la rencontre à Kidal. Ce sera en fin de compte à Bamako. Raison d'État ! Refus du côté du CMA, la Coordination des mouvements de l'Azawad, qui exige de rencontrer le gouvernement malien dans un pays neutre, en Algérie ou dans un autre pays qui ne soit pas membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, la CDEAO.

Mahamadou Issoufou tape du poing sur la table

Pour que leur message soit pris au sérieux, les responsables touaregs quittent la ville. À moins que ce ne soit aussi par prudence. Car c'est justement du côté du nouveau président de la CDEAO, le président nigérien Mahamadou Issoufou élu en juin par ses pairs, que la charge est la plus forte.

Le 7 septembre, au cours d'une « visite d'amitié et de travail » à Bamako, il ne mâche pas ses mots au cours d'une conférence de presse avec le président malien Ibrahim Boubacar Keïta.

Le chef de l'État nigérien pousse même un coup de gueule, car des dizaines de ses soldats sont morts au cours des incursions des groupes djihadistes qui franchissent les 800 kilomètres de frontière avec le Mali.

« Le statut de Kidal est une menace pour la sécurité intérieure du Niger, clame-t-il. Il y a des mouvements signataires des accords de paix d'Alger qui sont de connivence avec les terroristes. Nous ne pouvons plus l'admettre ». Pour lui, Kidal est un « sanctuaire pour les terroristes ». De quoi troubler le gouvernement malien, qui, du coup, annule la rencontre avec les ex-rebelles.

Une accusation injustifiée pour les membres du Haut Conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). Sous prétexte que Kidal abrite de multiples représentants de la communauté internationale, mais surtout des soldats français du dispositif Barkhane et des militaires de la Minusma, la force des Nations Unies, qui savent tout ce qui s'y passe.

Côté français, on marche sur des œufs. Barkhane ne veut pas être accusé de mettre en péril le processus de paix. D'autant plus que d'ex-rebelles ont parfois servi de supplétifs pour traquer des terroristes issus de clans en général rivaux, ou sur le coup d'une vendetta.

Regain de tensions

Depuis plusieurs années, le nord du Mali est devenu un Far West où bandits, trafiquants, terroristes, responsables politiques sont parfois les mêmes, ou sont de connivence à la barbe des forces étrangères.

À Tombouctou, le 19 septembre, deux fillettes sont tuées dans un véhicule qui refuse de s'arrêter face à des jeunes de la ville effectuant des patrouilles de sécurisation censées mettre fin aux vols de voitures et aux attaques à main armée.

Des maisons, des commerces sont saccagés. Motos et véhicules sont brûlés. Des affronte-

ments intercommunautaires entre les populations sédentaires et les « peaux claires », comme elles appellent les Touaregs et les Arabes.

Ils sont accusés d'être à l'origine du banditisme dans la Ville aux 333 Saints, qui ne connaît pourtant pas le taux de criminalité, loin de là, qui prévalait jadis à Chicago. En fait, ce sont là aussi, comme dans le centre du pays entre Dogons et Peuls, des attaques qui sont perpétrées sur la base des appartenances ethniques.

Des combats attisés par les groupes terroristes qui nouent, grâce aux antagonismes et aux liens familiaux entre clans, des alliances avec des Touaregs, maîtres du désert jusqu'en Algérie. Du coup, dans les centres urbains, ils ne sont pas toujours les bienvenus.

À Tombouctou, la coordination des mouvements de l'Azawad accuse l'armée malienne d'avoir tué les fillettes en tirant sur le véhicule et demande à la Minusma de protéger les populations, sous-entendu les Touaregs.

À Kidal, ce scénario est difficilement possible. Les mouvements touaregs, toujours armés depuis qu'ils ont signé l'accord de paix il y a quatre ans, tiennent de facto la ville.

Même si une poignée de fonctionnaires occupent des postes techniques, ils ne font rien sans l'aval des responsables touaregs. La vente et la consommation d'alcool sont désormais interdites et les étrangers doivent avoir un tuteur et posséder un titre de séjour délivré par le CMA.

Idem pour les mariages, qui ne doivent plus être célébrés la nuit, comme les manifestations culturelles. À cette dissolution de l'autorité administrative aujourd'hui totalement absente s'ajoute la concurrence entre les mouvements touaregs, qui complique le processus de paix, quasiment au point mort dans cet imbroglio.

Guerre interne

En juillet dernier, des manifestants du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) ont pris d'assaut le gouvernorat de Kidal qui abrite des membres de leurs rivaux du HCUA, mettant le feu à tous les drapeaux maliens.

Leur action était en réalité dirigée contre le secrétaire général du HCUA, Alghabass Ag Intalla, qui avait invité des députés maliens à une cérémonie de lever des couleurs dans le camp qui abrite les recrues du Mécanisme opérationnel de coordination (MOC), d'ex-rebelles en passe d'être intégrés dans l'armée au cours d'un processus qui traîne depuis trop longtemps.

Brûler les drapeaux nationaux a choqué à Bamako. Un signe surtout négatif contre l'accord pour la paix et la réconciliation toujours pas mis en œuvre. Du coup, le Conseil de sécurité de l'ONU a ajouté, début juillet, cinq noms de députés et de personnalités qui retardent ou entravent cette mise en œuvre. L'un d'eux, accusé par l'ONU d'avoir détourné de l'aide hu-

manitaire, est le beau-fils de l'amenokal, le chef traditionnel de Kidal.

Les pays voisins n'en peuvent plus

Depuis, le ton est monté contre le double jeu des responsables de Kidal qui nient les accusations portées contre eux. Les pays voisins, désormais menacés par le terrorisme, brisent le silence.

En premier lieu le Niger, avec son président, Mahamadou Issoufou, qui s'appuie sur des renseignements probablement complétés par des écoutes et des drones américains et français.

Dans des documents consultés par RFI, des hauts responsables du HCUA sont impliqués dans plusieurs attaques perpétrées au Niger. Le chef de la sécurité du gouverneur de Kidal a même été blessé au cours de l'attaque de Midal en 2017.

Il a été évacué par ses complices à Tinzawaten, vers la frontière algérienne, où l'armée ferme les yeux. Un autre militaire du HCUA a participé en mai dernier à l'attaque de Tongo Tongo, où 27 soldats nigériens ont été tués.

Les armes prises ont été acheminées par les terroristes dans la vallée d'Inadar et réceptionnées par le chef d'état-major du HCUA. En juillet dernier, d'autres armes récupérées pendant l'attaque d'Inates sont transportées toujours au Mali, près de Ménaka.

Le frère de l'amenokal de Kidal est mentionné dans ce cas. Apparaît aussi le chef de la Coordination des mouvements de l'Azawad, le CMA. Selon les autorités nigériennes, il a participé à une réunion avec des émissaires du chef terroriste qui a fait allégeance à Daech : Abou Walid al-Saharoui.

Le but : instaurer la charia à Ménaka, combattre les forces progouvernementales et « mener des attaques d'envergure au Niger ». Au moment où la communauté internationale presse Bamako d'accélérer enfin la mise en œuvre du processus de paix, les manœuvres souterraines de ceux qui s'y opposent en sous-main sont dévoilées au grand jour par les révélations du Niger.

Au moment où va s'ouvrir du 24 au 30 septembre à New York l'Assemblée générale des Nations Unies, où le dossier malien sera regardé à la loupe et où d'autres décisions pourraient être prises.



Termes de références du dialogue politique inclusif : Les réserves de la plateforme Anw Ko Mali Dron



Le président IBK et Mme Sy Kadiatou Sow / Cette photo (2017) ne montre pas la réserve

Dans un communiqué dont nous avons pu nous procurer une copie, la plateforme Anw Ko Mali Dron (AKMD) composée de plusieurs partis politiques et organisations de la société civile dont l'Adéma Association, les Fare-Anka Wili, etc. s'est prononcée sur l'atelier de validation du projet de termes de références du Dialogue politique inclusif du Comité national d'organisation.

Selon le document, la plateforme Anw Ko Mali Dron, à travers ses membres, a participé aux écoutes organisées par le Triumvirat et le Comité d'organisation du dialogue politique inclusif, unilatéralement mis en place, au cours desquelles la plateforme avait fait des propositions et avait aussi développé et rendu public sa compréhension du Dialogue national inclusif (DNI) à travers trois documents, notamment la Déclaration relative à la Sécurité, au Dialogue national et à la Prorogation du mandat des députés (juin 2019); le texte de la conférence-débats (juillet 2019) et le document "Pour un Dialogue National Inclusif (août 2019)".

A en croire les responsables de la plateforme, durant les différentes écoutes, le Triumvirat a tenté de rassurer sur sa qualité de facilitateur, son indépendance et sa volonté de conduire un processus participatif et inclusif. Et d'ajouter que dans cet esprit, il avait été indiqué que le Triumvirat dresse un rapport de synthèse des écoutes et des documents remis par les

uns et les autres, sur l'état du pays, les convergences et les divergences sur l'essentiel du dialogue et qu'il soumette ce rapport à une rencontre des forces politiques et sociales. Et de poursuivre que cela permettra de créer un véritable compromis dynamique autour du processus, grâce à un consensus sur le diagnostic de la situation nationale, la compréhension et la dénomination du Dialogue, le but principal, les principes directeurs du Dialogue national, l'architecture institutionnelle et organisationnelle, le déroulé des différentes phases et les règlements y afférents.

Les TDR proposés par le Triumvirat portent sur un dialogue politique inclusif formaté

"Malheureusement, au lieu de légitimer ainsi le processus, le Triumvirat, par les TDR proposés, porte un dialogue politique inclusif formaté, en ligne directe de l'accord politique de gouvernance, processus ni inclusif, ni participatif, ni autonome. Ce qui n'est pas conforme à notre vision du Dialogue national inclusif", a déploré la plateforme.

Aussi, la plateforme Anw Ko Mali Dron dit avoir constaté que les TDR vont à l'encontre de l'exercice hautement démocratique et participatif en ne redonnant pas véritablement la parole au citoyen qui se trouve évincé de tous les

niveaux du processus. Car, poursuit le communiqué, ces TDR n'optent pas pour le Dialogue National Inclusif qui prend en compte toutes les dimensions du Mali en crise, la globalité, la profondeur de la crise et se veut le conducteur pertinent pour une véritable union sacrée.

A la lecture des responsables de la plateforme, les TDR montrent bien que le Dialogue est ancré dans l'Accord politique de gouvernance (APG), ce à travers la référence à l'APG dans le contexte, la consécration du concept de Dialogue politique inclusif et son contenu. Aussi, à travers les différents compartiments, les objectifs de l'APG sont clairement évoqués, qui sont essentiellement focalisés sur la mise en œuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger (APR) et la révision constitutionnelle.

"La validation des TDR par un atelier regroupant ceux qui auraient répondu ou formulé des propositions concrètes de contenu et de format à la lettre du président de la République ou auprès du Triumvirat et non à une rencontre des forces politiques et sociales, est non inclusive et n'a donc aucune légitimité", a martelé la plateforme.

De leur point de vue, l'autonomie du Dialogue national inclusif est compromise car les différents actes posés montrent qu'en lien avec le Gouvernement, le Triumvirat et le Comité travaillent à un dialogue politique inclusif administré. Donc, les autorités administratives doivent être strictement cantonnées aux aspects logistiques et sécuritaires en appui aux Comités régionaux et locaux autonomes. "Il n'est pas acceptable que le secrétariat de la concertation soit assuré par les services déconcentrés de l'Etat sous l'autorité du Sous-préfet ou du Préfet, ou que le niveau régional et du district de Bamako serve également de cadre de compilation et de synthèse des conclusions des différents cercles par les Gouverneurs de région et du district de Bamako pour les communes du District...", peut-on lire dans le communiqué de la plateforme Anw Ko Mali Dron.

De l'analyse des cadres de la plateforme Anw Ko Mali Dron, il ressort que les TDR occultent carrément tout diagnostic du Mali en crise avec un contexte et des justificatifs bien lissés. "Sans un état des lieux complet et

partagé, de quoi va-t-on parler et pour quelles solutions ? Quel projet commun ?”, s’est interrogée la plateforme.

Le caractère souverain du Dialogue national inclusif n’est nulle part affirmé comme un préalable

De leur avis, le processus ascendant, du local au sommet, est biaisé par une liste des participants déséquilibrée au profit des officiels, semi-officiels et para-officiels ainsi qu’au détriment des citoyens. Et de préciser que le monde rural est complètement ignoré de même que le tissu urbain, le monde universitaire et le secteur privé dans sa diversité. **“Il n’y a pas de délégués des communes à la rencontre du cercle, ni de ceux des cercles à la concertation régionale et pas de délégués des régions à la rencontre nationale de synthèse. Le caractère souverain du Dialogue national inclusif n’est nulle part affirmé comme un préalable et la liberté des sujets à débattre, sans tabou, n’est pas un principe posé par les TDR”**, a-t-il indiqué.

Aux dires de la plateforme, les thématiques fixées au nombre de quatre et leur éclatement ne répondent pas au Mali en crise, parce qu’elles ne sont pas significatives pour un traitement de fond de l’ensemble des causalités ayant engendré et alimenté la grave crise que connaît le pays depuis quelques années. Ainsi, mentionne le communiqué, le temps utile à un Dialogue national inclusif, ouvrant la voie à une sortie de crise endogène et durable, est sacrifié au profit d’une course contre la montre qui cale toute la partie active du processus du dialogue entre fin août et fin septembre 2019, pour répondre à on ne sait quel agenda.

Au regard de tous ces constats cités plus haut, il a été décidé que les organisations membres de la plateforme Anw Ko Mali Dron ne participent pas à l’atelier de validation des TDR du Dialogue politique inclusif qui s’est tenu les 14 et 15 septembre 2019 afin de ne pas cautionner le lancement d’un dialogue administré.

■ **Boubacar PAÏTAO**

Commémoration de la fête de l’indépendance du Mali : Cérémonie des festivités à la place d’armes du 20 janvier au Camp Soundiata Keita

Dans le cadre de la commémoration de la fête de l’indépendance nationale, une prise d’armes a été organisée à la place d’armes du 20 janvier 1961 située au cœur du Camp Soundiata Keita de la 3ème région militaire.

Cette cérémonie a mobilisé plusieurs dizaines de milliers de personnes qui ont pris d’assaut la place des armées de Kati pour être témoins de l’évènement.

Le chef de l’Etat, chef suprême des armées, Ibrahim Boubacar KEITA, le Chef d’Etat-major Général des armées le Général Abdoulaye Coulibaly, le Premier Ministre Chef du Gouvernement Dr Boubou Cissé, les militaires de la Force Barkhane et de la Minusma, les autorités politiques et notabilités traditionnelles de la commune urbaine de Kati ont tous participé à l’évènement.

En effet, l’arrivée du chef suprême des armées a été immédiatement suivie par le dépôt de gerbes de fleurs sur la stèle du soldat inconnu. Après cette étape, ce fut celle du salut au drapeau sous la musique de la fanfare nationale. Ensuite, le maître de cérémonie du jour, capitaine Samaké, a invité le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, Ibrahim Dahirou Dembélé, qui a remis au nom du Président de la République la médaille du mérite militaire à certains militaires en raison de

leurs qualités individuelles.

Dans la même lancée, le Chef d’Etat-major des armées, Abdoulaye Coulibaly, a procédé au même exercice. Il a remis au nom du Président de la République la médaille de sauvetage au commandant Moussa Traoré et la médaille commémorative de campagne au caporal Salif Kanté, Assane Keita et Moussa Keita.

Après l’ouverture des bans, le Ministre de la Sécurité, Général de Brigade Salif Traoré, a remis la médaille de blessés au militaire sergent Adama Diarra, le maréchal de logis Moussa N Coulibaly.

Cette étape a été suivie par un impressionnant défilé militaire.

Ce défilé a été principalement animé par la musique principale des armées, le drapeau et sa garde, une compagnie du Prytanée militaire de Kati, une compagnie du Génie militaire, de la Garde nationale, de la Gendarmerie nationale, de la Police, de l’Administration Pénitentiaire et l’Education surveillée, de l’Armée de Terre, de l’Armée de l’Air, des Eaux et Forêts, de la Douane, de la section des Forces Spéciales Anti-Terroristes, de la Direction centrale des services de la santé des Armées et de la Compagnie des sports des armées, etc.

Enfin, la traditionnelle interview du Chef de l’Etat a mis fin à la cérémonie.

■ **Alpha Sidiki SANGARE**



Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous



Modibo Keita en 1960

Devoir de mémoire : Discours de la proclamation de l'indépendance du Mali, prononcé par le président Modibo Kéita, le jeudi 22 septembre 1960, au Lycée technique de Bamako

« Chers Camarades,

A la conférence territoriale du parti, il y a trois semaines, nous nous sommes contentés d'un exposé objectif du déroulement des événements de Dakar, sans en tirer les conséquences. Nous avons par la suite fait un certain nombre de contacts qui ont projeté plus de lumière sur les origines plus ou moins lointaines des dits événements. C'est ainsi que j'ai répondu à l'appel du président de la République française, aux invitations du roi du Maroc et du président de la République du Ghana. D'autres parts, des missions ont été envoyées à l'extérieur : U.S.A, ONU, Allemagne fédérale, pays de l'est, l'Afrique occidentale. Pour mieux suivre le sens de notre action politique pendant ces derniers mois, il est indispensable que nous examinons la situation créée en Afrique depuis le référendum du 22 septembre 1958.

Le 22 septembre, les conditions politiques intérieures nous imposèrent un vote favorable à l'entrée dans la communauté.

En outre nous avons pensé et pensons que les chances de résolutions de l'unité sont aléa-

toires pour les États accédant à l'indépendance, car devenus souverains, ils affirment leur personnalité aussi bien sur le plan intérieur que sur le plan extérieur.

Aussi avons-nous espéré que l'autonomie était pour les États africains la période la plus favorable de leur évolution pour la réalisation de leur unité. Évidemment, cela supposait de la part des dirigeants de ces États, une indépendance totale à l'égard des puissances d'argent et des autorités des anciennes métropoles.

Par ailleurs, nous avons estimé et estimons encore que c'est dans l'unité que l'Afrique pourra résister à l'emprise des forces impérialistes et renforcer le camp de la paix...

Dans un monde de plus en plus tourmenté où la légalité n'apparaît qu'à travers les intérêts stricts des pays, la lutte pour nous devra s'engager sur le plan politique.

Nous demeurons certes fidèles à l'idée de la fédération africaine, nous nous considérons toujours liés par le serment du 17 janvier 1959. Mais pour le succès de notre action en faveur de la fédération, il est indispensable et urgent que la République soudanaise s'affirme sur le

plan africain et sur le plan international. C'est la raison pour laquelle nous avons invité à autoriser l'Assemblée législative :

1- A appréhender les compétences transférées par la République soudanaise à la fédération du Mali ;

2- A proclamer comme État indépendant et souverain la République soudanaise,

3- A proclamer que la République soudanaise s'appelle République du Mali, libre de tous engagements et liens politiques vis-à-vis de la France, comme la Haute Volta, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Dahomey...

Notification de ces décisions sera faite au gouvernement français, à l'Organisation des Nations-Unies et à tous les pays indépendants. Fidèles à notre idéal d'union et de paix, j'insiste sur ce mot, nous sommes décidés à établir des relations amicales avec tous les États du monde, sans exclusive aucune, singulièrement avec ceux d'Afrique qui seront désireux de promouvoir une politique d'union et de progrès, de s'engager résolument dans la lutte pour la libération totale du continent africain et l'établissement d'une paix durable entre les peuples.

La République du Mali est née. Le Mali continue. Le mot Mali continuera à résonner comme un gong sur la conscience de tous ceux qui ont œuvré à l'éclatement de la fédération du Mali ou qui s'en sont réjouis. Nous restons mobilisés pour l'idée de la fédération qui, malgré tout, demeure une demande virile de l'unité africaine. Nous avons perdu une partie, mais nous gagnerons la manche IN CHALLAH. Les puissances d'argent, les forces rétrogrades et impérialistes n'y pourront rien. Toutes les Maliennes et tous les Maliens doivent se considérer comme mobilisés pour la construction de la République du Mali, Patrie de tous ceux qui sont fermement attachés à la réalisation de l'indépendance et de l'union africaine ;

Toutes les Maliennes, tous les Maliens doivent accepter tous les sacrifices pour que notre pays puisse sortir grandi, rayonnant, de l'épreuve qu'il traverse pour que les africains libres, réellement libres puissent sans possibilité d'ingérence, s'unir pour que s'affirme une grande nation africaine qui marquera de son sceau la politique internationale, pour que la paix, espoir des peuples en voie de développement, s'établisse entre tous les pays du monde »

Nuit du Mali à Paris : Iba One se fâche et annule sa prestation



La Nuit du Mali pour la deuxième fois s'est tenue à Paris, ce 21 septembre. Invité à se produire dans la salle mythique de Bercy, Iba One annule sa prestation et Rentre à Bamako. L'artiste donne les raisons.

«Je tiens d'abord à présenter mes excuses à mes nombreux fans venus pour la circonstance.

C'est vrai vous vouliez me voir sur scène,

C'est vrai vous avez payé pour ça,

C'est vrai Bercy est mythique,

Mais pour ceux qui me connaissent ma dignité passe avant tout.

Hélas des trucs pas du tout professionnels se sont passés, raison pour laquelle je n'ai pas pu être sur scène.

J'ai reçu les programmes en même temps que mes tontons, mes tanties, mes frères artistes et avec les ordres bien établis. Je devais jouer 5 morceaux pour une durée de 15 minutes et l'ordre était bien établi. Mais à ma grande surprise, les organisateurs sont venus me proposer une prestation de 3 minutes donc un seul morceau chose que j'ai refusée et ce n'est pas tout. J'ai donc décidé de retourner dans ma loge.

Merci aux Gladia qui sont sortis en masse, on remet ça à une date ultérieure.

Rendez-vous demain à la place du Cinquenaire pour un show gratuit.»

SAER EMPLOI
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

DES GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

HUMEUR : Qui se fout donc de la gueule de qui ?

Finalement, dans quel état se trouve aujourd'hui notre autrefois formidable et crainte Armée de l'Air ? Au meilleur des mondes ou dans le pétrin ? Le nez fièrement dans les airs ou plongé au sol ?

On ne sait absolument pas. Tellement les mêmes bouches autorisées font tchou puis tcha.

En suivant les déclamations contradictoires des sources les plus officielles du pays sur le sujet, on perd son latin : quel propos du même officiel croire, tel est le casse-tête.

Tout le Mali était convaincu qu'on n'avait plus ni avion de guerre, ni pilotes ; donc pas d'Armée de l'Air du tout. Mais tel un magicien, IBK, lors d'un grand show hollywoodien, nous montra des avions de guerres perforer les nuages. Applaudissements du bon peuple.

Mais, les terroristes continuèrent à décimer nos militaires et nos villages. Sans jamais être inquiétés le moins du monde et en prenant tout leur temps. Stupéfaction dans les chaumières. « Et nos avions ? », se demanda le peuple abasourdi.

IBK, qui ne parle qu'aux étrangers, fit venir Jeune Afrique en fin juin passé pour répondre : « cloués au sol faute d'entretien ». Haann !?!?! Un crochet de droite sur notre gueule à voir les étoiles. Le temps de récupérer en environ une semaine, un crochet de gauche vient de son fils qui est allé en France, lui, pour insinuer qu'on nous avait vendu de mauvais coucou. KO déclaré du peuple.

Le chef de file de l'opposition introduisit alors un dossier à l'Assemblée nationale pour ouvrir des enquêtes.

IBK revient à la charge pour nous dire que nous avions des avions et une perfor-

mante Armée de l'air. Que tout allait bien. Entre parenthèses, seul le pays Dogons le sait : il n'a entendu, il a été bombardé deux fois depuis le 10 juillet 2019. Les terroristes, eux, ils continuent à sévir en toute impunité.

Alors, avons-nous une Armée de l'Air ou pas ? Des engins de guerre qui volent ou pas ? Des hélicos d'occasion achetés uniquement pour protéger les terroristes des Dogons ? Quelle est la clause du contrat d'achat des coucou ?

Avec la célébration du 59ème anniversaire du 22 septembre 1960, nous avons appris des bouches civiles (IBK en tête) et militaires que notre Armée de l'Air se portait à merveille. C'était une semaine après les violences meurtrières de Tombouctou, de Niono et du reste du centre où plus 60 personnes ont été tuées. En l'absence totale de nos FDS, Armée de l'Air en tête.

Jusqu'à quand va-t-on donc continuer à se payer nos têtes ?

■ Amadou TALL



2ème Guerre mondiale : Le pire avion de la Seconde Guerre mondiale dévoilé par un magazine américain

L'intercepteur monoplace allemand Ba 349 Natter est considéré comme le plus mauvais avion de la Seconde Guerre mondiale, selon le magazine américain *Air & Space*. Il a été mis au point par d'anciens fabricants de meubles et son seul vol avec pilote s'est soldé par une tragédie. Il est actuellement exposé au Musée de Munich. Le magazine américain *Air & Space* a qualifié l'intercepteur monoplace allemand Ba 349

Natter de pire avion de la Seconde Guerre mondiale.

Ainsi, le magazine indique qu'en 1945 les autorités avaient alloué à contrecœur des fonds à la conception de cet avion. En outre, ces intercepteurs ont été construits par d'anciens fabricants de meubles, travaillant dans des ateliers mal équipés. L'avion à décollage vertical avait un fuselage en bois et était jetable. C'est-à-dire qu'après le lancement de 24 missiles à fragmentation particulièrement explosifs, le pilote devait se catapulte alors que l'avion s'écrasait.

Cependant, son seul lancement avec une personne à bord s'est soldé par une tragédie qui a conduit à la mort du pilote Lothar Sieber. Au total, 36 types d'aéronefs avaient été produits en Allemagne. Pour la plupart d'entre eux, leur seule fonction aura été de servir de pièces de musée.

Andreas Hempfer, historien au Musée de Munich en Allemagne, a déclaré qu'il souhaitait que cet avion symbolise «la volonté irresponsable des ingénieurs allemands et de l'élite allemande au cours des derniers mois de la guerre de créer des armes qui paraissaient



seulement être supérieures aux armes de ses ennemis, mais qui étaient primitives à bien des égards et fondées sur des idées banales.»

Côte d'Ivoire : Les Forces spéciales reviennent à la charge et s'attaquent aux policiers

Des échauffourées ont éclaté ce samedi 21 septembre 2019 entre des éléments des forces spéciales et ceux de la police nationale au Lycée classique de Cocody.

Des éléments des Forces spéciales ivoiriennes s'en sont une fois de plus pris aux éléments de la police du Lycée classique d'Abidjan, où se déroule en ce moment les épreuves écrites du concours de po-



lice 2019. Ils se sont attaqués à des policiers en grand nombre, dépêchés par leur hiérarchie pour assurer la sécurité des locaux. Selon les premiers témoignages, les Forces spéciales de Côte d'Ivoire sont encore sur les

lieux: « nous étions en pleine composition, lorsque l'on a entendu des tirs ». Pour rappel, le 19 septembre 2019, des incidents ont éclaté entre les deux unités à la préfecture de police d'Abidjan.

Difficultés de recouvrement : Les 30 milliards de la DER en passe de finir en fumée

Comme sous Senghor, avec le fameux compte K2, les 30 milliards de francs CFA de la Délégation à l'entrepreneuriat rapide (Der) sont en train de connaître une tournure malheureuse. Les bénéficiaires, qui tardent à rembourser, semblent l'assimiler à des fonds politiques. Et ces fonds publics risquent de passer par pertes et profits.

Aussi incroyable qu'on puisse l'imaginer, le patron de la Délégation à l'entrepreneuriat rapide des jeunes et des femmes (Der) fait le tour du pays pour menacer les bénéficiaires des financements de son programme d'entrepreneuriat qui trainent les pieds dans le remboursement des financements. Ce qui ne fait que confirmer les craintes d'experts en finance sur la légèreté des prêts, la structure ne s'étant pas entourée de toutes les garanties. Mais comme c'est de l'argent public distribué à la veille de la présidentielle, beaucoup, qui n'ont pas encore quitté le pays, estiment qu'il ne leur arrivera rien malgré les menaces de Pape Amadou Sarr qui sillonne encore le pays pour leur réclamer les fonds. En effet, à la quête d'un second

CDD, le pouvoir reconduit de Macky Sall avait décidé de déverser une fabuleuse enveloppe de 30 milliards de francs CFA en direction des jeunes et des femmes. Des prêts octroyés qui étaient loin d'être octroyés avec la même rigueur que les institutions de crédit dont certains acteurs s'étonnaient même de la légèreté avec laquelle la Der octroyait lesdits fonds. Un rythme qui affolait les compteurs et suscitait des interrogations de banquiers sur le sérieux dans l'étude des dossiers, notamment les possibilités de remboursement des bénéficiaires. Car, avec la rapidité avec laquelle ce programme traite les dossiers, nombre d'entre eux se demandaient si des études sérieuses sur les projets ont été faites. Mais pour montrer que Macky Sall qui l'avait initié ne vendait pas du vent, la Der a semblé fermer les yeux au lieu de s'assurer de toutes les garanties de remboursement. Et aujourd'hui, elle fait le tour du pays pour mettre à l'index les régions mauvais élèves et menacer les bénéficiaires par les quatre «P» ((Préfet – Procureur – Police – Prison). De la même manière qu'il sillonnait le pays pour financer les jeunes, Pape Sarr fait le tour des 14 régions pour s'indigner du faible niveau de recouvrement des fonds. «Nous

avons quelques difficultés en termes de recouvrement ou de remboursement des prêts qui ont été accordés, avec un taux de recouvrement de 36 % pour la région de Kaolack», a dit à la presse locale le patron de la Der, Pape Amadou Sarr. «Tout bénéficiaire de la Der est tenu de rembourser au centime près (...) Ceux qui ne rembourseront pas, nous les mettrons en phase contentieuse et les 4P prendront le relais», disait-il la même semaine à Saint-Louis où le taux de recouvrement était de 35 %, niveau largement insuffisant. A Diourbel, il déclarait que la région faisait partie des «mauvais élèves», en termes de remboursements des crédits. «Sur les 3 milliards de francs CCFA injectés dans la région, moins de 500 millions de francs ont été recouverts, soit 27 %», disait-il. Non sans annoncer par la suite que Thiès faisait partie des mauvais payeurs.

En tout cas, comme votre canard y mettait en garde, ces fonds de la Der risquent de finir comme les fonds du fameux Compte K2, sous le régime socialiste. En 1973, le président Léopold Sédar Senghor, qui voulait créer une bourgeoisie nationale pour prendre les rênes économiques du pays qui se trouvaient jusque-là entre les mains des expatriés, avait créé au sein de la Banque nationale de développement du Sénégal (BNDS) le Compte K2. La suite, tout le monde la connaît : le butin est passé par pertes et profits.



Real Madrid : Les trois noms évoqués pour un remplacement éventuel de Zidane

Florentino Perez aurait trois noms en tête pour remplacer l'entraîneur français si la situation ne s'améliorait pas dans les prochaines semaines.

Les temps sont durs pour le Real Madrid. La lourde défaite infligée par le PSG en Ligue des champions (3-0) a mis en lumière le début de saison compliqué des Madrilènes et plus globalement le retour en dents de scie de Zinédine Zidane sur le banc. Malgré son palmarès et son aura auprès des joueurs, l'entraîneur français ne semble plus aussi maître de son destin. Les résultats peu encourageants de

ces dernières semaines, conjugués à un contenu irrégulier lors des matches, ont fragilisé sa position au sein des Merengue.

Du coup, Florentino Perez garderait sous la main l'option de le licencier afin d'amener un nouvel entraîneur et provoquer un électrochoc. Selon 'Il Corriere della Sera', le président du Real Madrid aurait ciblé deux noms : Massimiliano Allegri et José Mourinho. Le premier cité n'a pas retrouvé de club après son départ de la Juventus. En 2018, lors du départ de Zidane, il avait été contacté mais n'avait pas donné suite, estimant qu'il avait encore du tra-

vail à la Vieille Dame. Cette fois-ci, l'option madrilène l'intéresserait vivement.

Pour Mourinho, l'équation est différente : ce sont les supporters qui réclament son retour. Neuf mois après la fin de son aventure à Manchester United, le Special One attend toujours un nouveau défi. Avec l'élection pour le poste de président dans un an et demi, Florentino Perez pourrait être tenté par cette option. Lors du retour aux affaires de Zidane en mars dernier, son nom avait déjà été évoqué pour prendre la suite de Solari.

Enfin, 'Mundo Deportivo' évoque une troisième option possible : celle de Xabi Alonso, qui a pris sa retraite en 2018 avec le Bayern. Désormais entraîneur de la réserve de la Real Sociedad, le champion du monde 2010 serait un candidat idéal pour apporter du sang-neuf à une équipe qui n'a pas su suffisamment se réinventer.



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services! *

MIGRATION
IRREGULIERE :
48 MALIENS
PERISSENT EN MER



Mondial 2022 : Fousseyni Diawara estime que la qualification du Mali est légitime

Se prononçant sur la Coupe du monde 2022, le manager général des Aigles s'est montré confiant et persiste même que la participation du Mali à cette grande fête du football mondial est légitime.

Exempté du tour préliminaire des éliminatoires de la Coupe du Monde 2022, le Mali effectue son entrée en compétition à partir du premier tour où il sera tiré au sort en compagnie de 3 autres pays pour constituer l'un des 10 groupes de 4 équipes (au total 40 équipes disputeront l'étape de groupes dites éliminatoires). Lors des matches de barages, les vainqueurs des 10 groupes seront répartis en deux niveaux selon le classement officiel FIFA. Les 5 équipes les hauts classées joueront contre les 5 équipes les moins classées pour déterminer les 5 représentants africains pour le Mondial qatari.

Avant même l'entrée en lice du Mali et de connaître l'identité des adversaires, le manager général des Aigles affiche déjà l'ambition de l'équipe qui est de décrocher la première

qualification historique à une Coupe du monde Seniors. Pour l'atteinte de cette ambition que Fousseyni Diawara estime légitime, il faudra des sacrifices de toutes les parties concernées.

Sur le plateau de CANAL+, l'ancien international Aigle a fait cette déclaration.

"Je pense que c'est le moment d'afficher nos ambitions. Je n'ai pas peur de dire qu'on veut se qualifier pour la Coupe du Monde. Au regard de la prestation du Mali à la précédente CAN, on peut dire que les joueurs ont franchi un palier. C'était la première CAN pour la plupart d'entre eux. Mais à un moment donné on parlait du tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du Monde. Je pense qu'il faut prendre tous les adversaires au sérieux. Ça ne veut pas dire qu'il ne faut pas se montrer ambitieux. On veut se qualifier pour la première fois pour la Coupe du Monde. Envoyer un message fort à nos adversaires. Nous avons des joueurs qui jouent dans des clubs européens. Je pense notamment à Moussa Djénépo, Amadou Haï-

dara et Diadié Samassékou. Ils ont tous franchi un palier individuellement. Donc c'est tout à fait légitime de dire que l'ambition c'est de se qualifier pour la Coupe du Monde. A un moment donné il faut mobiliser tout le monde, le public, les dirigeants en leur envoyant des messages forts. En leur disant qu'on veut se qualifier pour la Coupe du Monde pour qu'ils nous mettent dans des conditions, pour que le public vienne au stade. Cela compte aussi dans un match de football. Quand on va jouer en Algérie pour un match de qualification pour la Coupe du Monde, on n'a pas moins de 100 milles supporters dans les gradins. Quand on joue au Mali c'est 10.000. On se dit se qualifier, mais il n'y a pas de soutien. Venez au stade, les supporters. Je demande aux dirigeants de mettre tout en œuvre pour que les gens puissent venir au stade. C'est un vrai travail pour que tout le monde soit mobilisé pour se qualifier à la Coupe du monde."



♈ Bélier (21 mars - 19 avril)

Votre position professionnelle évoluera favorablement. Il sera trop tôt pour savoir combien de temps, il vous faudra attendre pour obtenir ce poste que vous convoitez. Vous recevrez des encouragements suffisamment forts pour vous faire patienter.

Un « top là » suffira à vous convaincre que l'affaire sera dans le sac. Au-delà de cette transaction, une connivence s'installera dès vos premiers échanges. Vous envisagerez de vous associer, mais vous voudrez que tout soit bien clair financièrement.



♉ Taureau (20 avril - 19 mai)

Des frustrations et des accrochages vous amèneront à remettre des choses en question quant à votre travail. Ne prenez pas de décisions hâtives et relativisez. Avec un peu de temps, vous verrez que ce n'était pas la peine de vous mettre dans un tel état.

Vos discussions porteront sur des sommes d'argent, des montants à obtenir ou à rembourser. Vous adresserez des demandes, remplirez des dossiers pour faire valoir vos droits. Vous imaginez ces démarches simples et rapides, elles seront compliquées.



♊ Gémeaux (20 mai - 21 juin)

C'est avec le sourire que vous allez au travail. La complicité revient avec vos collaborateurs. L'un d'eux peut vous apporter de l'assistance dans vos tâches. Vos activités vous font évoluer progressivement. Un nouveau contrat pourrait être en pourparlers.

L'argent est au cœur de vos préoccupations. Vous décidez de reprendre en main le contrôle de la situation. Une meilleure gestion s'amorce. Vous prenez de sages résolutions pour limiter les frais inutiles. Malgré cela, un coup de cœur peut arriver.



♋ Cancer (21 juin - 21 juillet)

Si vous recherchez un emploi, vous entrez dans la meilleure journée du mois en termes de contacts et de propositions ! D'ailleurs, une fois embauché, votre progression sera fulgurante. Vous rencontrerez les bonnes personnes au bon moment...

Question de philosophie, vous déciderez de payer comptant tous vos achats, quitte pour cela à restreindre le nombre de vos dépenses. Vous ne voudrez pas mettre le doigt dans l'engrenage du crédit... Votre objectif financier ? Zéro endettement...



♌ Lion (22 juillet - 23 août)

Vous prendrez les devants sans vous laisser manipuler par les personnes qui vous entoureront. Au contraire, vous mènerez votre barque avec brio et si certains admireront votre faculté à donner le meilleur de vous-même, d'autres vous jalouiseront.

Vous aurez la folie des grandeurs et elle se répercutera sur votre manière de gérer votre budget et d'effectuer vos achats. Attention à ne pas décoller de la réalité en vous offrant des objets magnifiques, mais qui ne serviront qu'à épater la galerie.



♍ Vierge (23 août - 23 septembre)

Le poids des responsabilités et la charge de travail qui vous seront attribués pèseront sur vos épaules. Vous aurez beaucoup de mal à tenir la cadence imposée. Mais vous n'aurez pas le choix. La pression sera importante et on ne vous fera pas de cadeaux.

Avec l'entrée du Soleil dans votre secteur financier, vous pourriez constituer un dossier dans le but d'obtenir un prêt, une aide, une subvention. Certains d'entre vous consulteront un juriste pour récupérer un dû. Vous ne vous laisserez pas faire.



♎ Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous faites de nouvelles rencontres dans votre service. L'un de vos collègues peut vous apporter du réconfort malgré la fatigue de la journée. Grâce à son soutien, votre motivation repart. Mercure en Balance peut vous inciter à une formation commerciale.

Vénus dans votre signe complique beaucoup les économies. La vie vous tend des pièges. Vous cédez facilement aux dépenses suite à des invitations. Il faut vous attendre à des regrets sur des frais. Si vous faites du shopping, fixez impérativement une limite.



♏ Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Votre seule ambition professionnelle consistera à pouvoir agir comme bon vous semble ! Votre manque de constance et votre petit poil dans la main freineront votre avancement. Assis derrière votre bureau ou sur votre machine, vous ne ferez que bâiller...

Si vous êtes locataire, vous pourrez souscrire une demande d'aide financière personnalisée au logement, les fameux APL ! Avec la mise en place de nouveaux barèmes, vous apprendrez que l'importance de vos revenus vous empêchera d'en bénéficier.



♐ Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Le climat pourrait se durcir dans votre travail. Vous pourriez être en butte à des critiques injustifiées, à des heurts avec un collègue ou à des accords remis en question. Dans votre intérêt, évitez de hausser le ton. Les choses finiront par se calmer.

Méfiez-vous des évaluations erronées ou des négligences dans vos paiements, sans parler des mauvais plans pouvant carrément tourner à l'arnaque. Malgré tout, vous aurez le soutien du Soleil. De bon conseil, il vous aidera à déjouer les pièges éventuels.



♑ Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Ce sera une journée chargée, mais motivante qui vous attendra. Vous pourrez montrer de quoi vous serez capable. À fond derrière vous, Saturne poussera vos ambitions et boostera votre puissance professionnelle. Vous accepterez de relever un challenge.

Vous trouverez le temps long, à cause de ce retard. Lorsque tout redeviendra à la normale, vous vous garderez bien d'exprimer votre mécontentement ouvertement. Tout sourire, vous saurez profiter de contretemps pour demander des dommages et intérêts.



♒ Verseau (20 janvier - 19 février)

Une étape importante arrive dans votre vie professionnelle. Elle concerne la prise d'autonomie. Vous désirez travailler en mettant en valeur vos compétences. La recherche d'un nouveau poste peut demander du temps. Un collègue chevronné peut vous aiguiller.

Gardez encore un fond de trésorerie. Le contexte est aux charges difficiles à éviter. L'argent part aussi vite qu'il entre. Vénus en Balance vous rend dépensier juste pour le plaisir. Des accessoires de mode et refaire la garde-robe, peuvent vous attirer.



♓ Poisson (19 février - 21 mars)

Vous ne compterez pas vos heures. En ce qui vous concerne, il faudra plutôt parler de jours..., tant votre charge de travail sera lourde. Contrairement à bon nombre de vos collègues, vous ne vous plaignez jamais. C'est votre petite satisfaction.

Sous la domination de Neptune, vous vous défendez d'être matérialiste. Effectivement, vous ne le serez pas aujourd'hui... Vous serez dépensier, futile et irresponsable ! Même pris la main dans le sac, vous serez capable de nier les faits.

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie